

# INpreCOR

Numéro 338 du 11 au 24 octobre 1991 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

## CUBA : VERTIGINEUX MIRAGES



L'EUROPE DES GUERRES ET DU MARCHE  
Yougoslavie ♦ Roumanie  
Tchécoslovaquie ♦ Pologne

**SOMMAIRE DU NUMERO 338  
DU 11 AU 24 OCTOBRE 1991**

**3  
CUBA**

Vertigineux mirages  
*Janette HABEL*

7

« Ni se rendre, ni se vendre ! »  
**DOCUMENT**

**8  
ROUMANIE**

Le retour des "gueules noires"  
*Livio MAITAN*

**10  
UNION SOVIETIQUE**

Le Parti du travail  
*Poul-Funder LARSEN*

11

Comment faire du neuf ?  
*Interview d'Andreï ISAEV*

13

« Il n'y a pas de conspiration »  
**DOCUMENT**

**14  
YUGOSLAVIE**

La nation envoûtée  
*Interview de Bogdan BOGDANOVIC*

**17  
POLOGNE**

Plus dure sera la chute  
*Cyril SMUGA*

**20  
TCHECOSLOVAQUIE**

Les réformes ne sont pas de velours  
*Peter ANEAR*

22

Des droits pour tous  
*Interview de P. UHL et de A. SABATOVA*

**24  
PALESTINE**

Les femmes et l'Intifada  
**DOCUMENT**

25

Traditions et crimes contre les femmes  
*Interview de Mana HASSAN*

**28  
HAITI**

L'ordre règne à Port-au-Prince  
*Cecilia GARMENDIA*

*Les articles signés ne représentent pas nécessairement  
le point de vue de la rédaction.*

## Campagne d'automne

LE SUIVI de l'évolution des pays d'Europe de l'Est, après la disparition des régimes du "socialisme réel", les immenses bouleversements en Union soviétique, les luttes de libération (Amérique centrale, Afrique du Sud), les avatars de la construction de l'Europe : autant de thèmes d'actualité qu'*InpreCOR* prétend faire mieux connaître à ses lecteurs. Mais *InpreCOR*, ce sont aussi des analyses économiques, des témoignages vécus, etc.

COMME toute revue, *InpreCOR* a besoin du soutien de ses lecteurs pour se développer et répondre encore mieux à leurs exigences — avec, par exemple, la publication de suppléments quand le besoin s'en fait sentir, comme la sortie du numéro spécial URSS de septembre 1991, à la suite du putsch avorté de Moscou.

EN JANVIER 1989, à l'occasion de la sortie de notre nouvelle formule, nous avons effectué une campagne pour trouver de nouveaux abonnés, qui a rencontré un écho certain parmi nos lecteurs. Aujourd'hui, nous vous demandons de renouveler cet effort pour nous permettre d'élargir davantage notre diffusion.

SI vous nous envoyez les adresses de ceux de vos amis qui seraient éventuellement intéressés par *InpreCOR*, nous nous engageons à leur faire parvenir gratuitement deux numéros. Ensuite, si notre revue les intéresse, nous leur proposerons de s'abonner au prix promotionnel de 300 francs pour un an (au lieu de 330 francs).

IL ne vous reste qu'à éplucher vos carnets d'adresses...

*La rédaction*

## INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle  
d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secrétariat unifié  
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC  
(Presse-Édition-Communication)  
Administration :  
2 rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil, France  
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :  
Christian Lamotte  
Commission paritaire  
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516  
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par  
Diffusion Populaire  
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS  
Tél. : 45 32 06 23

## ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe  
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient  
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie  
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

**Pli fermé**  
France - Europe : 230 FF pour six mois.  
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.  
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre  
de "PEC", à adresser à *InpreCOR*,  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.  
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,  
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,  
compte n° 230179/90.  
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal  
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)

Nom Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# Vertigineux mirages

**S**ELON Mikhaïl Gorbatchev, 11 000 soldats soviétiques étaient détachés à Cuba. Les statistiques militaires internationales, en particulier celles de l'Institut international d'études stratégiques de Londres, font état de chiffres sensiblement inférieurs : selon ces sources, il y aurait à Cuba 7 700 soldats soviétiques, dont 2 100 destinés à des activités d'intelligence (concentrées dans un centre d'écoutes et de recherches sur les mouvements et activités militaires des Etats-Unis, le plus important du continent), 2 800 conseillers militaires (dont des officiers opérant dans des centres stratégiques du pays), et 2 800 faisant partie d'une brigade d'infanterie motorisée (brigade d'instruction militaire selon le quotidien *El Pais*). Les estimations du département d'Etat sont plus modestes encore : le nombre total de militaires soviétiques serait de 5 400 (2). L'agence Tass, enfin, a corrigé Gorbatchev en évaluant à 3 000 hommes la brigade militaire (3).

Si Cuba fut considérée dans le passé comme présentant un intérêt stratégique pour l'URSS, compte tenu de la proximité américaine et des renseignements recueillis à la base de Lourdes, près de La Havane, la brigade n'a jamais représenté un élément important pour la défense de Cuba qui peut compter sur une des plus puissantes armées du continent ; de plus, la mobilisation populaire dans le cadre des milices territoriales ne fait de doute pour personne en cas d'agression (le gouvernement cubain estime que 80 % des

**Le retrait d'une brigade militaire soviétique de Cuba — annoncé par le président Gorbatchev, le 11 septembre 1991, lors d'une conférence de presse conjointe avec le secrétaire d'Etat américain James Baker — met un point d'orgue à un long suspense : quelle serait la réponse de Moscou face aux exigences de George Bush, qui n'a cessé de conditionner l'aide américaine à l'arrêt de l'aide de l'Union soviétique à Cuba ?**

Janette HABEL

personnes physiquement aptes au combat y sont organisées). La brigade ne pouvait d'autre part — de par ses effectifs mêmes — représenter un danger pour les Etats-Unis.

Ce n'est donc pas le retrait de la brigade en tant que telle qui est en cause, mais la valeur symbolique — comme le souligne l'éditorial de *Granma* du 14 septembre 1991 (voir p. 24) — et les conditions de ce retrait annoncé en compagnie d'un porte-parole américain et dont le gouvernement cubain fut informé par la chaîne de télévision CNN et les agences de presse étrangères.

## Petite histoire d'une brigade

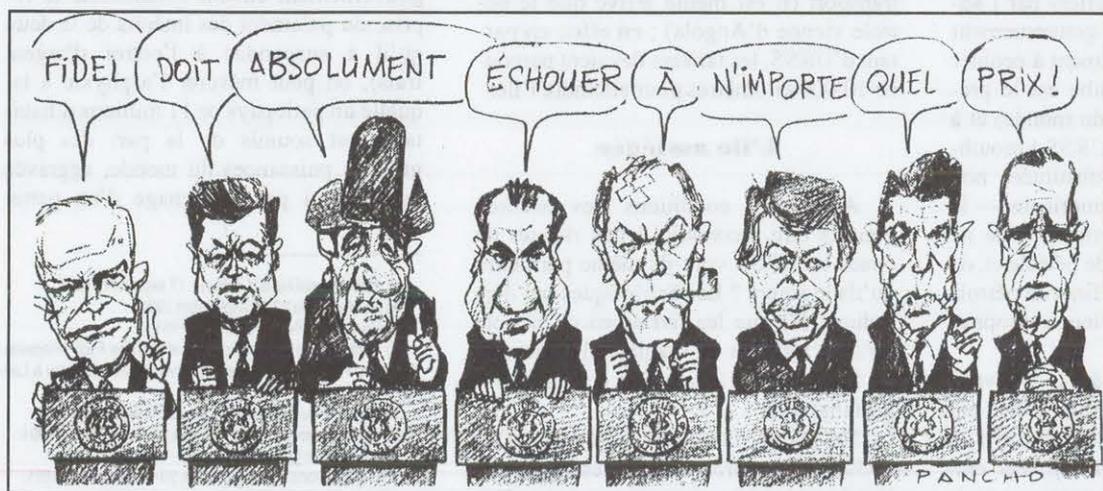
La présence depuis 29 ans de cette unité de combat dans l'île — séquelle de la crise d'octobre 1962 — était doublement symbolique : d'un point de vue militaire, et d'un point de vue politique, en ce qu'elle « exprimait l'amitié et la solidari-

té [de l'URSS] face aux menaces des Etats-Unis » ; autrement dit, un certain engagement de la part de Moscou à riposter à toute attaque de Washington (l'arrêt de tout envoi de matériel militaire à l'armée cubaine équipée de pied en cap par l'URSS est plus grave que le retrait lui-même).

Une telle présence était d'autant moins insolite qu'une portion du sol cubain est occupée militairement, depuis 1903, dans le cadre de l'intervention américaine de l'époque. La base de Guantanamo, héritage colonial s'il en fut d'un traité signé il y a presque 90 ans et renouvelé à perpétuité (!) en 1934. Isolée du reste du pays par des barbelés, elle accueille 2 000 *marines*, une base aérienne et un centre de renseignements. Elle a servi de centre d'entraînement pour contre-révolutionnaires, et, dans les moments de tensions, c'est un foyer de provocations non négligeable. Elle est également utilisée comme base de surveillance des routes maritimes des Caraïbes ; mais il existe d'autres bases militaires (à Porto-Rico ou en Floride) et Guantanamo n'a qu'une importance relative — sa principale fonction est politique : en période de tensions avec Washington, les incidents s'y multiplient. Incarnation de la puissance américaine, elle est ressentie comme une humiliation de plus par le peuple cubain. Prétendre maintenir en vigueur un traité (celui de 1934) qui avait comme objectif de « renforcer les liens d'amitié entre les deux pays » ne manque pas de

sel en 1991, dans un pays soumis en guise d'amitié à un embargo économique féroce.

Du point de vue du droit international, l'occupation de la base de Guantanamo pourrait être assimilée — si elle était maintenue — à une annexion comparable à celle des Pays baltes, dont l'appartenance à l'Union soviétique était



1) *El Pais*, 26 septembre 1991.

2) *Informe Latinoamericano*, 26 septembre 1991.

3) *Ibidem*.

le produit de circonstances historiques qui ne tenaient aucun compte de la volonté des peuples. Le gouvernement cubain est parfaitement fondé à exiger la restitution de ce territoire alors même que la brigade soviétique se retire : il a formulé cette exigence depuis le début de la révolution, en particulier lors de la crise d'octobre 1962 — le retrait américain figurait comme l'un des cinq points qui devaient garantir la sécurité de l'île après le retrait des fusées nucléaires de Cuba. Alors qu'aujourd'hui le prétexte traditionnellement invoqué par Washington (la menace soviétique) disparaît, il est particulièrement difficile de justifier le maintien d'une présence militaire étrangère (comparée par le président de la Junte de Galice, Manuel Fraga, à Gibraltar).

Et pourtant, c'est avec cynisme que le département de la Défense vient de réaffirmer sa volonté de garder ce territoire, selon le motif que « *Guantanamo a une mission régionale qui va au-delà de l'opposition à la présence soviétique à Cuba* », car « *la base de Guantanamo fournit l'entraînement et le support logistique des unités de la marine américaine qui opèrent dans la région* » (4).

Comment justifier l'affirmation d'un tel droit impérial au mépris des droits nationaux des peuples ? Le gouvernement de Washington, si soucieux de démocratie devrait, sur ce point, accepter de faire ratifier sa position par le peuple cubain et s'engager à en respecter le verdict.

### L'embargo le plus long du siècle

Même si le retrait d'une unité militaire soviétique frappe les esprits, c'est pourtant la conjonction de l'embargo économique et de l'arrêt de l'aide soviétique qui représente un danger mortel pour Cuba. Toutes proportions gardées, la révolution se trouve dans une situation plus grave qu'il y a trente ans lorsqu'après la suppression des quotas sucriers par l'administration américaine le gouvernement cubain cherchait désespérément à écouler sa production sucrière (Cuba est le premier exportateur de sucre du monde) et à se procurer du pétrole. L'URSS khrouchtchévienne s'était alors substituée, non sans mal, au fournisseur américain — le refus des entreprises américaines de ne plus envoyer un seul baril de pétrole et, de surcroît, de continuer à raffiner le pétrole soviétique avait provoqué leur expropriation.

L'embargo total décrété le 3 février 1962 fut complété le 14 mai 1964, par l'interdiction de vendre des aliments et des médicaments. Aujourd'hui, cet embargo est non seulement maintenu mais

renforcé par Bush qui prédit la chute rapide de Fidel Castro et se réjouit d'entendre « *sa dictature gémir et s'écrouler peu à peu* » (5). Simultanément, les accords de troc conclus avec l'URSS (sur des bases qui n'étaient pas toujours avantageuses, mais qui avaient l'avantage de la stabilité) sont remis en cause.

Certes, il n'est pas exclu que les achats de sucre se poursuivent, soit de la part des républiques, soit de la Russie (on ne trouve pas trois à quatre millions de tonnes de sucre sur le marché mondial — en dehors des accords préférentiels — à un prix accessible du jour au lendemain, d'autant plus que l'achat d'une quantité aussi importante ferait monter les prix du marché libre). En réalité, 80 % des échanges commerciaux entre Cuba et l'URSS s'effectuaient avec quatre républiques : la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan, qui possède de vastes ressources de pétrole. Cuba a signé récemment un accord avec la Biélorussie : en échange de sucre et de la construction d'une raffinerie de rhum à Minsk, cette république livrera des machines industrielles et des véhicules (6). Mais le problème du pétrole risque d'être plus délicat : outre les difficultés rencontrées par l'URSS dans la production pétrolière, les quantités désormais fournies au prix du marché mondial seront limitées. Or, le manque de ressources énergétiques est le talon d'Achille de l'économie cubaine.

Certes en Amérique latine parmi le "groupe des trois" (Mexique, Venezuela, Colombie), le Mexique et le Venezuela se sont déclarés prêts à fournir du pétrole à La Havane mais à quelles conditions ? Le pétrole vénézuélien y est d'ailleurs livré depuis 1976 directement dans le cadre d'un accord triangulaire conclu entre le Venezuela, Cuba et l'URSS (qui fournissait du pétrole à une filiale vénézuélienne en Hollande, en échange du pétrole vénézuélien livré à la Havane) (7). Cette opération permettait de diminuer les coûts de transport (il est même arrivé que le pétrole vienne d'Angola) ; en effet, en partant d'URSS, les tankers devaient parcourir 10 000 kilomètres pour atteindre l'île.

### L'île assiégée

A quelles conditions ces accords vont-ils être reconduits ? Les risques de chaos en URSS vont-ils même permettre qu'ils le soient ? Les Soviétiques ont déjà indiqué (8) que les livraisons de pétrole seraient réduites de manière significative en 1992 (en 1991, la baisse était déjà importante) (9).

En réalité, la situation est pire qu'en 1959 : les mesures soviétiques aggravent l'embargo qui, par certains aspects, s'ap-

parente à un blocus. L'amendement Mack (que Bush garde pour l'instant en réserve) — du nom d'un sénateur républicain de Floride — soumis au Congrès des Etats-Unis en 1990, proposait d'interdire aux filiales d'entreprises américaines dans des pays tiers tout échange commercial avec Cuba, de réduire l'aide américaine aux pays qui achètent du sucre cubain, d'empêcher les bateaux ayant transporté des produits à Cuba de mouiller dans les ports américains, etc.

Sur le plan sportif ou artistique, des mesures similaires ont été prises : le cinéaste Sidney Pollack a dû tourner son film *Havana* à Saint Domingue pour ne pas procurer des dollars à Cuba ; les chaînes de télévision américaines n'ont acquitté aucun des droits de retransmission prévus lors des jeux panaméricains, en août 1991, Washington ayant opposé son veto.

Ainsi, la construction d'une centrale nucléaire destinée à diminuer la dépendance pétrolière du pays est l'objet d'une campagne de dénigrement et de mise en cause des normes de sécurité ; alors qu'elle est loin d'être terminée, elle est présentée comme un Tchernobyl potentiel menaçant la Floride.

Les conseillers soviétiques qui se sont engagés de longue date dans la construction de deux réacteurs nucléaires (qui devraient permettre à Cuba d'économiser 1 200 000 tonnes de pétrole par an) (10) semblent mettre comme condition à la finition des travaux l'acquisition d'équipements de sécurité que le gouvernement cubain devrait financer, ce qu'il peut difficilement se permettre dans les circonstances présentes (11).

Si l'on ajoute à ce tableau les conséquences de ces mesures en termes d'accroissement de la dette, que le gouvernement cubain estime à 1,7 milliards (12) — par rapport à une dette d'environ 7 milliards de dollars —, l'arrêt de tout crédit occidental depuis plusieurs années (le gouvernement cubain conditionne la reprise du paiement des intérêts de la dette qu'il a suspendus à l'octroi d'argent frais), on peut mesurer l'asphyxie à laquelle un petit pays de 11 millions d'habitants est soumis de la part des plus grandes puissances du monde, aggravée aujourd'hui par le lâchage d'un parte-

4) *International Herald Tribune*, 17 septembre 1991.

5) *Le Monde* du 22-23 septembre 1991.

6) *Caribbean Report*, 3 octobre 1991.

7) Jorge F. Perez Lopez, "Socialist Cuba Past Interpretations and Future Challenges", *Westview Press*. Boulder & London.

8) *International Herald Tribune*, 28-29 septembre 1991.

9) Voir *Inprecor* n° 328 et 330 des 12 avril et 10 mai 1991.

10) *Ibidem* Jorge F. Perez Lopez.

11) *International Herald Tribune*, 28-29 septembre 1991.

12) *Informe Latinoamericano*, 3 octobre 1991.

## Un baril pour Cuba !

Le Mouvement de refondation communiste (MRC) d'Italie vient de lancer une campagne de solidarité avec Cuba.

« *La fermeture de l'approvisionnement en matières premières et en énergie créent les conditions d'une crise qui [touchera] même des acquis de base, comme l'alimentation, la santé et l'éducation. Les critiques sur les droits de l'homme et la démocratie [que l'on peut faire] au gouvernement cubain ne peuvent absolument pas justifier le siège économique et militaire et l'étranglement auquel ce peuple tend à être soumis (...)* ».

Le MRC demande: « *Le retrait des troupes des Etats-Unis de la base de Guantanamo (...); la fin immédiate de l'embargo économique; une initiative urgente du gouvernement italien auprès des Nations-Unies pour mettre fin à l'embargo et pour la normalisation des relations commerciales avec Cuba.* »

Le MRC « lance un appel à la solidarité avec le peuple de Cuba et une campagne de soutien économique: "Épargne de l'énergie et envoie un baril de pétrole à Cuba". » ★

naire, qui n'a même pas négocié cet abandon.

En réalité, Gorbatchev et Eltsine ont donné le feu vert aux Etats-Unis pour toute opération de mise à mort que ceux-ci voudraient entreprendre. Il est vrai que l'impérialisme s'est rallié pour l'instant (mais personne ne peut préjuger ce qu'il en sera demain) à une tactique d'étouffement et d'usure tant économique que politique. Il mise sur un effondrement de l'intérieur qu'il tente de stimuler par une propagande sans précédent grâce à *Radio Martí*. Filiale de la *Voix des Amériques*, financée à hauteur de 15 millions de dollars par l'Agence d'information des Etats Unis (USIA), ses émissions occupent un espace de 70 heures hebdomadaires environ.

### Radio Martí

Saupoudrée d'intermèdes musicaux, de nouvelles parfois douteuses, telles cette déclaration d'un syndicat de machinistes croates qui aurait appelé les ouvriers cubains « à suivre l'exemple de leurs frères de l'Est » (13), *Radio Martí* bénéficie, selon les Cubains eux-mêmes, d'un taux d'écoute important, car c'est une source d'informations générales qui compense la pauvreté des médias cubains, leur rigidité et leur médiocrité. La Fondation cubano-américaine y joue un rôle éminent; elle est dirigée par Mas Canosa, richissime homme d'affaires cubain, vétéran de la Baie des Cochons et représentant de l'extrême droite de l'émi-

gration cubaine à Miami (il s'est distingué, en juin 1991, à la télévision argentine par un appel à l'assassinat de Fidel Castro) (14). Pour accompagner le départ des militaires soviétiques et lever toute ambiguïté, le gouvernement russe et des représentants du gouvernement central multiplient les contacts avec Mas Canosa, présent à Moscou en septembre 1991, à la tête d'une importante délégation (15) — il est vrai que Mas Canosa avait parrainé le premier voyage de Boris Eltsine aux Etats-Unis. Les premiers contacts sont antérieurs à la chute du Mur de Berlin (16).

Pour faire bonne mesure, les Soviétiques ont accordé à la Fondation le droit d'ouvrir des bureaux à Moscou, « une concession stupéfiante » selon les termes de Lionel Barber, journaliste du *Financial Times*, qui rappelle que la Fondation « inclut d'anciens collaborateurs de la dictature de Batista » (17).

### L'hallali

Des Etats-Unis à l'URSS, l'effondrement de l'économie du pays est jugé inévitable; dans cette perspective, deux approches tactiques différentes sont préconisées par le gouvernement américain d'une part, et celui de l'Etat espagnol d'autre part. Ce dernier (principal partenaire commercial de Cuba au sein de la Communauté économique européenne) multiplie les contacts avec le gouvernement castriste (18). Il représente les points de vue des gouvernements latino-américains tels qu'ils se sont exprimés au Mexique, lors de la conférence de Guadalajara (19), ainsi que la position de la diplomatie française, qui souhaite favoriser une transition politique pacifique, graduelle et modérée afin d'éviter l'anarchie et la violence qui, selon elle, guettent le pays.

Pour cela, il faut lever l'embargo économique (position adoptée officiellement par le gouvernement espagnol, le parlement latino-américain et par le secrétaire d'Etat français aux Affaires étrangères, Alain Vivien). Critiquant les déclarations "provocatrices" de Bush, ce dernier estime lui aussi qu'il faut favoriser l'« évolution du régime » plutôt que « de tenter de l'abattre » (20). Bush s'est ouvertement opposé à une telle orientation en condamnant toute tentative de coopération avec le régime tant qu'il n'aura pas procédé à des élections « immédiates » incluant les représentants de Miami.

Y a-t-il une différence substantielle entre les deux positions? En visite officielle à Cuba, Manuel Fraga, président de la Junte de Galice (et ancien ministre de Franco), s'est référé à la transition espagnole pour préconiser une transition con-

trôlée d'en haut, à partir de l'équipe au pouvoir afin de garantir « un changement modéré, progressiste et réformiste » (21). En faisant miroiter une issue aussi rassurante, Fraga se référait à la possibilité d'assurer une évolution du régime avec Fidel Castro, en évitant, comme dans l'Etat espagnol, la liquidation violente de l'ancienne équipe (franquiste) au pouvoir (nous laissons à Fraga la responsabilité de la comparaison!). Dans cette hypothèse, Fidel Castro pourrait, comme le roi Juan Carlos en quelque sorte, être élu président honoraire à vie; la réforme envisagée du mode de scrutin électoral pour élire le président de l'Assemblée nationale populaire pourrait s'inscrire dans ce cadre.

Cette hypothèse présenterait pour les gouvernements latino-américains l'avantage d'éviter des affrontements violents, qu'ils jugent inévitables en cas de chute du castrisme, et dont on ne peut prédire quels seraient les effets à Cuba même et en Amérique latine, dans une situation socialement et économiquement de plus en plus précaire. Ce scénario "à l'espagnole" bute cependant sur deux obstacles de taille. D'abord, l'économie de l'Espagne franquiste était une économie de marché et si la transition institutionnelle et politique fut pacifique c'est qu'il n'y avait pas de changement radical à l'ordre du jour sur le plan économique; or, dans l'esprit de Fraga et des gouvernements, c'est bien évidemment de ce changement là qu'il s'agit aussi. En second lieu, on imagine mal Fidel Castro inaugurer les chrysanthèmes, même si le rôle de Juan Carlos ne se limite pas à cela. Là aussi, la comparaison espagnole trouve ses limites.

Or, pour Bush et les secteurs les plus puissants de la communauté cubaine de Miami, l'élimination de Fidel Castro est déterminante. Carlos Alberto Montaner, l'un des porte-parole de la Plate-Forme démocratique cubaine (22) (qui se présente elle aussi comme favorable à une transition "pacifique") s'est empressé à l'avance de « condamner tout type d'investissement espagnol », donnant ainsi la mesure de la modération dont il se réclame. Bien que Castro n'ait pas ménagé ses efforts pour accueillir son hôte, allant jusqu'à qualifier d'irréprochable l'atti-

13) *Pensamiento Propio*, septembre 1991.

14) *Ibidem*.

15) *Financial Times*, 13 septembre 1991.

16) *Ibidem*.

17) *Ibidem*.

18) A preuve, la récente visite du cardinal Suquia, représentant de l'épiscopat espagnol, à Cuba.

19) Cette conférence s'est tenue en juillet 1991, réunissant les chefs d'Etat latino-américains "hispanophones", avec le roi Juan Carlos et Felipe Gonzalez, pour traiter de coopération. Fidel Castro y a participé.

20) *Le Monde*, 28 septembre 1991.

21) *El País*, 30 septembre 1990.

22) Voir *Inprecor* n° 330 du 10 mai 1991.

tude du gouvernement franquiste à l'égard de Cuba, tout le problème est de savoir si — et jusqu'où — le gouvernement espagnol conditionne son aide et celle des pays latino-américains producteurs de pétrole à l'application d'un tel scénario et comment le congrès du Parti communiste cubain (PCC) va y répondre.

### Scénario américain, variante espagnole ?

Si l'on s'en tient à la simple description des scénarios possibles, les Cubains n'ont plus qu'à choisir à quelle sauce ils vont être mangés.

Cependant toutes ces "solutions" font l'économie d'un facteur essentiel : l'attitude des masses cubaines. Or, s'il est vrai que la population proteste contre les difficultés économiques qui s'aggravent — le nombre d'usines qui ferment par manque de pièces détachées ou de matières premières n'est pas connu, mais il ne fait aucun doute que le problème du recyclage des travailleurs sans emploi, que l'on cherche à orienter vers l'agriculture, est très important — elle ne remet pas encore en cause le système politique.

Ce constat, fait par les diplomates en place dans la capitale, par des journalistes du *Herald Tribune* présents après les Jeux panaméricains et par des commentateurs avisés du *Financial Times* (23), s'explique non seulement par l'attachement encore significatif de secteurs de la population à la révolution, mais aussi par le sentiment de résistance nationale qu'inspire au peuple le cynisme de la première puissance mondiale qui, tout en prenant comme emblème la défense des droits de l'homme, est prête à l'asphyxier.

Le peuple cubain ne peut guère se faire d'illusions sur le sort qui l'attendrait au cas où le voisin honni du Nord prendrait, après 32 ans, une revanche tant attendue.

En outre, malgré l'extrême gravité des choses, la situation de l'île n'est pas compa-

nable avec le sort guère enviable de ses proches voisins (d'Haïti, en passant par Saint Domingue et la Jamaïque, sans oublier le Nicaragua). Cela remet à leur juste place les promesses américaines : le nouvel ambassadeur américain au Costa Rica n'a-t-il pas déclaré que l'aide économique avait été « artificiellement élevée » pendant les années 80 et que les priorités ont changé depuis que les sandinistes ont quitté le pouvoir (24) ?

Ni le scénario américain ni sa variante espagnole ne semblent imminents ; mais pour combien de temps ? Les assemblées de préparation du IVe Congrès du PCC (qui se tient, pour la première fois depuis la révolution, à huis-clos à partir du 10 octobre) avaient, il y a quelques mois, mis en évidence les aspirations populaires et les critiques suscitées par certains aspects du processus de rectification — notamment la suppression des marchés libres paysans et des activités artisanales privées, la mise en cause du volontarisme et du fonctionnement des micro-brigades de construction de logements (25).

D'autre part, l'important mouvement de réflexion critique, qui s'est développé parmi les intellectuels et les artistes, depuis le début des années 80, avait donné lieu à une floraison de groupes politico-culturels. Certains d'entre eux, tels le groupe PAIDEIA (26), tout en se situant dans le cadre de la révolution, affirment la nécessité « d'une critique marxiste des marxismes » afin de « dépasser les déformations structurelles des socialismes historiques ». Ils préconisent la plus large démocratisation de la vie sociale, ce qui implique de mettre en question « la nature, la structure et les fonctions des organes de pouvoir politique et, en première instance, du parti unique » ; anti-impérialistes, ils dénoncent « le projet restaurateur », « mi-libéral sur le plan économique et néoconservateur sur le plan politique » des Etats-Unis.

Mais jusqu'à présent leurs préoccupations sont restées sans écho, simplement rejetées par certains ou condamnées par d'autres au risque de dé-

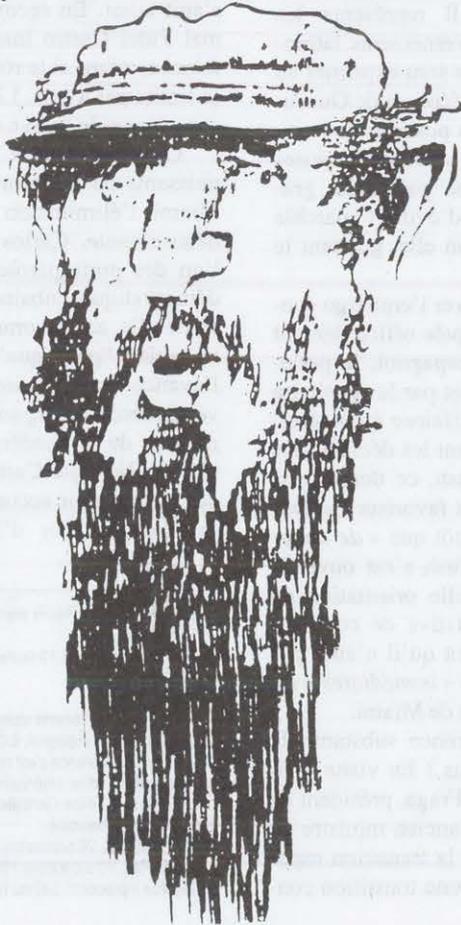
moraliser les intellectuels les plus liés à la révolution. Or, on sait depuis l'effondrement à l'Est, le prix qu'il faut payer pour la dépolitisation et le cynisme qui découlent du monolithisme de façade.

L'argument traditionnel de la direction castriste, selon lequel l'unité serait la garante de la défense du pays, ne peut signifier une homogénéité politique factice ; des divergences, des choix existent, dont le peuple est exclu (27).

Les options aujourd'hui discutées concernent l'extension de l'ouverture économique déjà en vigueur dans les entreprises mixtes (bien que les appels aux capitaux étrangers n'aient rencontré, pour l'instant, que peu d'échos) à l'agriculture, l'artisanat et la distribution, et le degré d'ouverture politique possible. Pour une partie de l'appareil, l'exemple du Nicaragua montre l'impossibilité de réformes politiques sous la pression américaine : seuls la levée du blocus, le retrait de Guantanamo et l'engagement de non-agression envers Cuba pourraient conduire à des changements éventuels. Pour d'autres secteurs du Parti, les changements politiques ne peuvent plus attendre et il faut, tout en préservant les références marxistes-léninistes, revenir aux sources nationales de la révolution et remettre en cause le monolithisme politique. Par ailleurs, il existe d'autres clivages qui sont loin d'être aussi formalisés et d'autres options peuvent se recouper.

Il faut espérer que la tenue du congrès à huis-clos stimulera et facilitera les changements : seule une révision des institutions, un réel contrôle démocratique décentralisé à tous les échelons et la remise en cause des pratiques bureaucratiques permettront au pays de faire face aux épreuves cruciales qui l'attendent. ★

8 octobre 1991



23) *Financial Times*, 14 septembre 1991.

24) *Mexico and Central America Report*, 26 septembre 1991.

25) Des incidents ont eu lieu lors de la construction des logements prévus pour les athlètes devant participer aux jeux panaméricains. Initialement, les travailleurs des micro-brigades devaient récupérer pour eux les logements en question, ce qui comptait pour beaucoup dans leur motivation. En cours de route, la direction du Parti de la province de La Havane décida d'attribuer ces logements à des installations touristiques. Les réactions des travailleurs des brigades furent violentes et il semble que la direction du PCC ait dû revenir sur sa décision.

26) Voir l'article de F. Pisani dans *Le Monde Diplomatique*, août 1991.

27) *Informe Latinoamericano*, 19 septembre 1991.

# « Ni se rendre, ni se vendre ! »

Dès le lendemain de l'annonce du retrait du contingent militaire soviétique stationné à Cuba, l'organe officiel du Parti communiste cubain, *Granma*, réagissait. Nous reproduisons des passages de son éditorial.

## DOCUMENT

LA DECISION unilatérale, et sans consultation préalable, des autorités soviétiques concernant leur personnel militaire à Cuba a des conséquences politiques graves, compromettant notre sécurité.

Ceux d'entre nous qui ont connu l'issue de la crise d'octobre [la "crise des missiles", en 1962, ndr] ne devraient pas non plus être surpris — un de ses résultats, après de multiples conversations à La Havane entre notre direction et Anastas Mikoyan, entre le 3 et le 22 novembre 1962, et l'accord signé à Moscou le 29 mai 1963, a justement été que ce contingent militaire reste [à Cuba].

Cette brigade, comme convenu, a progressivement constitué la seule présence militaire soviétique — ce que le gouvernement des Etats-Unis savait, même si ce n'était pas un sujet public — ; elle est devenue un motif de scandale lorsque les Etats-Unis ont étalé sur la place publique l'existence de la Brigade motorisée des forces armées de l'URSS à Cuba, dix-sept ans après [son installation]. La direction soviétique de l'époque a cédé à la pression nord-américaine, sans tenir compte de notre avis — nous étions hostiles au fait de nier la présence de cette brigade — et alors que les discussions sur la question étaient en cours. Dans des déclarations officielles, les Soviétiques ont transformé du jour au lendemain cette unité de combat, qui devait agir en cas d'invasion des Etats-Unis, en un "inoffensif centre d'études" et ce avec l'indulgence des gouvernants nord-américains.

A la veille du 29e anniversaire de cette brigade, qui n'a jamais cessé d'être une unité de combat, il est question de la retirer unilatéralement, parce que cette présence symbolique, nous dit-on, appartient

à une époque révolue. Pour nous, le mot symbolique — que nous avons été les premiers à employer — a deux sens : les forces [de la brigade] ne sont pas numériquement significatives dans la défense militaire de Cuba ; cependant, elles avaient un sens profond, elles exprimaient l'amitié et la solidarité [de l'URSS] face aux menaces des Etats-Unis.

La confrontation Est-Ouest est considérée comme terminée ; l'un des blocs disparaît et, au nom de nouvelles données dans les relations internationales, on semble avoir recours à des pratiques regrettables, déjà apparues à des moments très difficiles des relations bilatérales entre Cuba et l'URSS. Mais alors, que signifie et à quelle époque appartient le blocus inhumain que les Etats-Unis imposent à Cuba depuis plus de trente ans ? Que signifie et à quelle époque appartient l'occupation illégale de notre territoire où les Etats-Unis maintiennent, contre la volonté de notre peuple, une base militaire totalement obsolète pour leur défense stratégique ?

## Le nouvel ordre mondial

A la lumière des événements actuels et de notre propre expérience, nous nous sommes fait une idée sur le fameux nouvel ordre mondial, basé sur une logique de subordination aux diktats des Etats-Unis. Nous essayons d'imaginer comment se matérialiseront dans l'avenir les responsabilités historiques, politiques et morales de l'URSS.

Nous avons rejeté toutes les pressions et même toutes les propositions des différentes administrations nord-américaines qui nous ont demandé d'abjurer et de rompre nos liens étroits avec l'Union soviétique. Nous avons toujours été fidèles et loyaux à nos engagements.

On est saisi et indigné en pensant que l'on avance vers un ordre mondial dans lequel les petits pays du tiers monde, comme Cuba, dont le système social déplaît aux Etats-Unis, n'ont d'autre choix que de se soumettre ou de risquer de disparaître ; il n'y aura plus la place pour des loyautés idéologiques, ni pour les principes élémentaires éthiques. Néanmoins, nous gardons confiance dans les peuples et dans l'avenir.

Il serait immoral et injustifiable d'accepter aujourd'hui, justement lorsque les discours sur la fin de la guerre froide atteignent leur paroxysme, lorsque personne ne peut utiliser le prétexte de l'expansion communiste, ni faire un danger du contingent militaire soviétique réduit, qu'une base nord-américaine et ses troupes agressives demeurent sur le territoire national cubain, alors que l'unité soviétique se retire. Nous serions disposés à accepter le retrait simultané du personnel militaire soviétique et du personnel militaire nord-américain. Ce serait la seule alternative équitable, juste et honorable dans les circonstances actuelles. En outre, ces questions doivent être discutées avec nous, car nous sommes directement concernés.

Si le processus de concertation entre l'Union soviétique et les Etats-Unis en est au point où des problèmes comme celui-ci [le retrait des troupes soviétiques] peuvent se résoudre sans soupçons ni craintes, après la déclaration de l'URSS, il ne nous reste qu'à négocier le retrait de la brigade soviétique, que nous avons accueillie avec fraternité et avec gratitude, et aussi celle de la base navale de Guantanamo, suivant nos propositions.

Cuba est disposée, dans ce but, à participer à un accord international devant les Nations-Unies. Dans cet accord, avec toutes les garanties, on pourrait [souscrire] des clauses de confiance satisfaisantes pour les deux parties, parmi lesquelles, évidemment, l'arrêt des exercices d'invasion de Cuba que le commandement nord-américain dans la région réalise systématiquement depuis des années.

On peut compter sur Cuba, comme l'ont démontré récemment les cas de l'Angola et de la Namibie, pour le règlement politique négocié de tout conflit régional auquel notre pays puisse contribuer. Cuba ne menace aucun pays ni aucun gouvernement de la planète.

Mais personne ne doit espérer compter sur Cuba pour qu'elle renonce à ses principes, pour qu'elle se soumette ou qu'elle tire des avantages au détriment des intérêts d'autrui.

La décision unilatérale, inconditionnelle et sans nous consulter, prise par l'URSS de retirer son unité militaire, équivaut à donner le feu vert aux Etats-Unis pour qu'ils appliquent leurs desseins agressifs contre Cuba. Voilà ce que symbolise moralement le retrait de ce contingent militaire symbolique.

Cuba n'acceptera jamais de se rendre ni de se vendre aux Etats-Unis ; nous sommes disposés à lutter jusqu'à la mort pour ne jamais redevenir esclaves. ★

*Granma*

La Havane, 14 septembre 1991

# Le retour des "gueules noires"

Les affrontements entre les mineurs et la police roumaine de fin septembre 1991 ont encore une fois mis en lumière la crise profonde du régime instauré en Roumanie après le renversement de Ceausescu. Les mineurs sont rentrés dans leur vallée après avoir obtenu la démission du Premier ministre, Petre Roman. Le 1er octobre 1991, le président Iliescu a nommé un nouveau chef de gouvernement, Théodor Stolojan, ancien responsable de l'Agence de privatisation dans le cabinet sortant. Le nouveau gouvernement n'aura pas la tâche facile.

Livio MAITAN



LE 18 OCTOBRE 1990, le Premier ministre Petre Roman annonçait une libéralisation des prix, échelonnée sur un an, et une dévaluation de la monnaie. Peu de temps avant, le ministre de l'Economie, Eugen Dimaurescu et Adrian Severin — l'un des personnages-clé de l'équipe gouvernementale — avaient décidé de remplacer les dirigeants d'entreprises, élus par les ouvriers après la chute de Ceausescu, par des gérants nommés en haut-lieu. Tout cela a provoqué de vives protestations non seulement de la part des mineurs, mais aussi de la confédération syndicale proche du gouvernement.

De nouvelles tensions et des conflits se sont produits quelques mois plus tard. A la mi-mars 1991, la Roumanie a signé un accord d'aide avec la Communauté économique européenne (CEE) et, le 1er avril, une deuxième phase de libéralisation des prix devait s'ouvrir qui, d'après les prévisions, aurait entraîné des augmentations très importantes des prix des denrées alimentaires (allant jusqu'à 300 %). Les syndicats ont organisé une manifestation de 15 000 personnes dans la capitale et ont exigé l'annulation de la deuxième phase du programme, la suspension des réformes de "libéralisation", la possibilité pour les travailleurs de devenir actionnaires de leurs propres entreprises. Le président Ion Iliescu, en accord avec les présidents des deux chambres, proposait de remettre au 1er juin la nouvelle phase de la réforme des prix, mais le

gouvernement s'y est opposé sous la pression des institutions internationales.

En juin 1991, des mobilisations syndicales et des actions des partis d'opposition se sont succédées à l'occasion de l'anniversaire de la répression policière et de l'intervention des mineurs sur la place de l'Université (1). Toutefois, à cette occasion, le gouvernement a marqué des points à sa faveur. En effet, la manifestation organisée par l'opposition s'est soldée par un échec, de même que la grève générale proclamée pour le 19 juin par l'Union confédérale nationale (UCN). La veille, les cheminots avaient suspendu leur mouvement, décrété illégal par le gouvernement.

## Conflits et grèves

Au mois de juillet, des conflits ont éclaté au Parlement quand le gouvernement a annoncé un projet de loi sur la privatisation des sociétés commerciales et a repoussé pratiquement tous les nombreux amendements présentés par les députés d'opposition. En riposte, les élus du Parti libéral, du Parti d'unité nationale, des trois partis sociaux-démocrates et des deux partis écologistes ont quitté la salle. Iliescu a tenté encore une fois une médiation, mais le gouvernement l'a refusée.

Tous ces événements avaient eu des répercussions sur le bloc au pouvoir lui-même. Les différends entre Iliescu et Roman étaient devenus de plus en plus ouverts et, plus généralement, des conflits étaient apparus au sein du Front de salut national (FSN), par exemple, à l'occasion de son congrès, en mars 1991.

Au congrès du FSN, certaines personnalités, dont le vice-président du FSN, Claudiu Lurdache, ont refusé des postes de direction. En juin, des membres du

FSN ont accusé Petre Roman d'avoir « confisqué la direction » de l'organisation et d'en avoir trahi le programme économique et politique. Ils ont annoncé la création d'un nouveau mouvement : le FSN social-démocrate (FSN-sd), dirigé par l'ancien secrétaire à la propagande du FSN, Velicu Radina, qui se disait prêt, le cas échéant, à appuyer la candidature présidentielle d'Iliescu contre celle de Roman. Le FSN-sd accusait ce dernier de projeter des réformes « libérales et non social-démocrates », et se déclarait opposé à la restauration du capitalisme sous quelque forme que ce soit. Auparavant, un conflit avait éclaté au Parlement, avec la formation d'un groupe indépendant de dix députés et de trois sénateurs, appelé FSN-20 mai (date des élections de 1990 dont les dissidents continuent de se réclamer).

## Nouvelle confédération syndicale

Le mois de juin a aussi connu des développements nouveaux sur le terrain syndical. Le 7 juin, cinq confédérations syndicales — le Cartel syndical Alfa, la Confédération Fides, Hercules et la Confédération syndicale des transports Transtar — ont formé une confédération commune, l'Union nationale confédérale (UCN). L'UCN — qui compterait environ 3 millions d'adhérents — dénonce la sous-utilisation du potentiel économique roumain, demande un "gouvernement d'urgence", et prône le transfert des entreprises de l'Etat au peuple sous forme de bons — le gouvernement propose de mettre en vente sous forme d'actions en Bourse, jusqu'à 30 % du capital des sociétés.

Le 15 juin, trois autres syndicats, la Confédération nationale des travailleurs de la construction, la Confédération des travailleurs de l'industrie des machines et la Confédération des travailleurs du secteur de l'énergie, ont constitué le Bloc syndical national (BSN). Le BSN se bat pour la défense de l'emploi, l'amélioration de la sécurité sociale et une accélération des privatisations. En outre, à partir de la fin de 1990, des organisations de chômeurs s'étaient formées, baptisées "syndicats", mais qui, en réalité, jouaient à la fois le rôle de syndicats et d'agences d'embauche.

Toujours en juin, à part la grève générale avortée du 19, plusieurs mouvements ont été très suivis : des débrayages d'avertissement des cheminots ; la grève des ouvriers de l'entreprise métallurgique FAUR ; celle des chauffeurs de taxi de

1) Voir *Inprecor* n° 312 du 29 juin 1991.

Bucarest; et celle des métallurgistes d'une usine de Craiova.

Finalement, au mois d'août, le gouvernement a présenté une nouvelle loi sur les privatisations — avec des débats houleux au Parlement — et l'Agence nationale pour les privatisations a dressé une première liste d'une trentaine de sociétés d'Etat destinées à être vendues aux enchères (2).

Tout au long des derniers douze mois, la Roumanie a connu des conflits et des crises à tous les niveaux, avec, en arrièrefond, une situation économique qui n'a cessé de se détériorer. Le Produit national brut (PNB) a chuté de 10 %, et la production industrielle de 20 %, les exportations de 46 %, alors que les importations augmentaient de 54 %. L'inflation dépasse largement 100 % (on parle de 130 % cette année), elle a pour effet d'annuler les augmentations de salaires obtenues par certaines couches de travailleurs, en premier lieu les mineurs (dont, par ailleurs, l'horaire hebdomadaire est passé de 36 à 30 heures). Mais

c'est surtout le chômage qui devient un véritable cauchemar; selon le quotidien *Avenarul*, il concernait déjà 120 000 personnes à la fin 1990, et il a continué à augmenter depuis. Pour la fin 1991, on avance le chiffre d'un million de chômeurs, mais tant les syndicats que l'Agence gouvernementale estiment qu'il pourrait y en avoir un million et demi.

### La mobilisation du 25 septembre

Le 25 septembre, des milliers de mineurs de la vallée de Jiu, la plus importante région minière du pays, sont arrivés à Bucarest, rejoints un peu plus tard par beaucoup d'autres. Ils ont organisé des manifestations très combatives devant des édifices gouvernementaux et le Parlement — en tentant même de l'investir. Les mineurs ont proclamé une grève générale. Les affrontements très durs avec les forces de répression ont eu lieu jusqu'au départ des manifestants (on a parlé officiellement de cinq morts et de 130 blessés). Les menaces de Petre Roman contre les manifestants n'ont eu aucun effet et Iliescu lui-même, qui avait pourtant adopté une attitude plus prudente, est devenu à son tour la cible des slogans des manifestants. A plusieurs reprises, les dirigeants

syndicaux — notamment le responsable des mineurs, Miron Cosma, et le dirigeant de l'UCN, Eugen Tamas — qui appelaient à mettre fin aux mobilisations, ont été débordés. Qui plus est, des travailleurs et des étudiants de Bucarest se sont rapidement associés à l'action des gueules noires — c'est particulièrement significatif en ce qui concerne les étudiants et leur dirigeant, Mavian Munteanu, qui avait été

tenivement » la demande de réajustement des salaires.

De nouveaux conflits vont sans doute éclater aussi bien avec les partis d'opposition qu'au sein du FSN, ébranlé par la querelle entre Iliescu et Roman — qui a accusé le président d'avoir « pactisé avec des hors-la-loi ». Il est fort peu probable que le nouveau gouvernement veuille ou puisse satisfaire les demandes des mi-

neurs et, plus généralement, celles des salariés et redresser la situation économique. Il risque, en fait, d'être dans une large mesure impuissant et de devenir la cible d'attaques persistantes. Quant à l'"aide" et aux investissements internationaux, on peut penser que les différentes institutions internationales et les investisseurs étrangers seront encore plus prudents qu'auparavant (déjà la CEE a décidé de remettre à plus tard les discussions prévues).

### Un avenir instable

Les événements de Bucarest ont à nouveau mis en

évidence la situation contradictoire dans laquelle se trouve la classe ouvrière roumaine. Elle dispose d'un poids social considérable et peut compter sur de fortes organisations syndicales. Au plus fort des mobilisations, elle joue objectivement un rôle hégémonique. Mais, en l'absence d'une alternative politique d'ensemble et d'une organisation vraiment indépendante, elle reste sur la défensive, voire acculée à des combats d'arrière-garde, et risque de devoir subir indéfiniment des orientations et des décisions allant à l'encontre de ses intérêts. Ainsi, les autres forces qui s'affrontent aujourd'hui pèseront vraisemblablement plus lourd qu'elle au niveau des choix politiques et économiques futurs. ★

30 septembre 1991



l'une des cibles des mineurs en juin 1990, et qui semble être maintenant promonarchiste. Autre renversement spectaculaire : le congrès du Parti chrétien démocratique a ovationné le leader des mineurs, auquel le président du parti lui-même, Corneliu Coposu, a exprimé sa solidarité !

Les revendications des mineurs concernaient notamment : l'abrogation de la loi sur la libéralisation des prix ; le retour aux prix subventionnés des denrées alimentaires et des biens de première nécessité ; le réajustement des salaires en fonction du coût de la vie ; la réembauche des 4 000 mineurs licenciés au cours des mois précédents ; la participation d'une délégation de mineurs aux négociations pour la formation du gouvernement, qui devrait remplacer celui de Roman dont le départ était exigé.

Les résultats obtenus sont loin d'être satisfaisants, et, en fait, on peut parler d'une sorte de compromis.

Iliescu — qui a annoncé qu'il se rendrait prochainement dans les régions minières dans l'espoir de regagner un tant soit peu la confiance perdue — a annoncé que Roman était effectivement démissionnaire et que les consultations pour la formation d'un nouveau gouvernement allaient commencer rapidement. Il s'est engagé en même temps à « examiner at-

2) *Financial Times*, 5 septembre 1991.

# Le Parti du travail

Fin août 1991, une déclaration appelant à la formation d'un Parti du travail russe a été lancée à Moscou (1). Ce document a été signé par des militants connus — tels le dirigeant du Parti socialiste, Boris Kagarlitsky, et Andreï Isaev du courant anarcho-syndicaliste —, et par des dirigeants de la Fédération des syndicats de Moscou (MFF), dont son président Nikolai Gontchar, qui dirige aussi le Soviet de Moscou. C'est la première fois que les dirigeants d'une organisation ouvrière de masse (le MFF organise 90 % des travailleurs de la province de Moscou, où vivent 16 millions de personnes) soutiennent une initiative visant à créer une force politique indépendante, qui ne soit subordonnée ni à l'appareil du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) ni aux courants pro-capitalistes.

## Poul-Funder LARSEN



L'ABSENCE d'organisations indépendantes de la classe ouvrière représente à l'évidence un problème clé, alors que les attaques contre le niveau de vie et les droits démocratiques des travailleurs se multiplient. L'initiative pour un Parti du travail peut être un premier pas, même si la reconstruction d'une alternative nécessite du temps, à cause de la prédominance politique des libéraux et le manque de traditions militantes récentes dans de larges secteurs de la classe ouvrière soviétique.

La désintégration des structures bureaucratiques du PCUS a donné naissance à une curieuse situation : il n'existe plus, ni en Russie ni dans la plupart des autres républiques, de partis politiques d'une taille significative. Les libéraux de différentes obédiences ont une assise importante dans Russie démocratique et dans le Mouvement pour la réforme démocratique, mais la première est fondamentalement un conglomerat hétérogène de différentes forces pro-capitalistes, et le second n'est encore qu'une coquille vide dirigée par une série de dirigeants connus. De nombreux partis d'orientation bourgeoise ont été créés, mais leurs sympathisants sont rares et éparpillés — le plus grand d'entre eux, le Parti démocratique, compte au plus quelques dizaines de milliers de partisans.

Cependant, la situation des forces socialistes laisse aussi beaucoup à désirer. Aucune des organisations de gauche

n'a fait de percée significative ; le Parti socialiste, le Parti marxiste des travailleurs, le Parti vert et la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS) restent de petites organisations, qui ont parfois une influence dans certains secteurs et régions, mais qui ne constituent pas une alternative aux libéraux. Les forces socialistes au sein du PCUS n'ont pas réussi non plus à gagner un soutien de masse. Après le coup de force, la plupart d'entre elles ont décidé de le quitter (2),



alors que différents courants conservateurs et certaines forces centristes, par exemple le groupe autour de Roy Medvedev, tentent de "refonder" le Parti.

Dans ce contexte, l'initiative du Parti du travail peut représenter une réelle perspective. Durant les deux dernières années, il y a eu d'autres tentatives — moins ambitieuses — pour rassembler les forces de

gauche : lors de la conférence de fondation de la Confédération du travail dans le Koubass, en mai 1990, puis en septembre 1990 autour de la lettre pour un "auto-gouvernement populaire", signée par les dirigeants de plusieurs groupes de gauche (3). Cependant aucune de ces initiatives n'a donné lieu à de réelles activités concrètes.

## Un pas en avant

L'aspect nouveau et prometteur de l'Initiative pour un Parti du travail, et en même temps sa grande inconnue, réside dans la participation de dirigeants reconnus de la branche moscovite des syndicats officiels. Auparavant et durant les années de la perestroïka, les syndicats officiels ont fait partie du système. Mais, avec le déclin de l'appareil et l'émergence de courants pro-libéraux importants (de plus en plus hégémoniques) au sein de la bureaucratie, la position des syndicats s'est fragilisée — alors que, dans le même temps, les pressions de la base augmentaient en raison de la chute continue du niveau de vie. Cela est apparu clairement lors des grèves de mineurs de l'été 1988, qui, dans de nombreuses régions, ont contourné les structures syndicales existantes, mais cela a également été le cas dans de nombreux affrontements locaux récents.

Les syndicats officiels ont essayé d'améliorer leur image en changeant de nom — ils s'appellent désormais la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR) — et en passant une alliance avec les partisans d'Elsine, même s'il est probable que celle-ci devienne très conflictuelle à l'occasion de l'application de la "thérapie de choc". Il reste à savoir quelle influence ont aujourd'hui les forces progressistes au sein des syndicats, et si la direction des syndicats de Moscou sera capable d'attirer d'autres groupes — de dirigeants et d'adhérents de base — dans le processus de création du Parti du travail.

Il y a eu diverses tentatives de création de syndicats indépendants à l'extérieur du cadre de la FNPR (et de la Confédération des syndicats de toute l'Union — VKP) ; le syndicat indépendant des mineurs (NPG) est de loin le plus important, en nombre d'adhérents et de militants grâce à sa position stratégique ; il a été fondé en 1990. Bien que la direction de ce syndicat ait suivi Eltsine, on y trouve aussi des forces défendant une ligne plus indépendante et militante. La

1) Voir *Inprecor* n° 336 du 13 septembre 1991.

2) Voir *Inprecor* hors-série du 29 août 1991.

3) Voir *Inprecor* n° 312 et 318 des 29 juin et 9 novembre 1990.

direction libérale du NPG a récemment été secouée par une importante affaire de corruption, qui a éclaboussé son président, Pavel Chouspavov, obligé de démissionner. Il est probable que cette affaire ait renforcé la position du secteur combattif de ce syndicat — dont l'attitude sera très importante pour le nouveau Parti du travail, à cause du rôle d'avant-garde des mineurs.

Le projet d'un Parti du travail en est évidemment encore à sa toute première étape, et constitue un immense défi, mais l'on peut espérer que les appréhensions exprimées par le journal libéral *Moskovski Novosti* se réaliseront : « Pour étudier

*les perspectives de ce nouveau parti, il ne faut pas surestimer l'allergie à l'idée socialiste qu'aurait provoqué le coup de force. Demain, lorsque l'économie nationale ressuscitera, y compris par des méthodes douloureuses, le chômage augmentera et le niveau de vie s'effondrera, ce qui modifiera l'attitude de beaucoup de gens vis-à-vis des idées socialistes et des partis qui les défendent » (4). ★*

Moscou, 2 octobre 1991

4) *Moskovski Novosti* n° 37, 1991.

## Comment faire du neuf ?

L'un des six premiers signataires du document appelant à la formation d'un nouveau Parti du travail est Andreï Isaev, militant de longue date de la gauche moscovite et dirigeant de la Confédération des anarcho-syndicalistes (KAS). Dans cette interview, Isaev, qui est maintenant le rédacteur en chef de l'hebdomadaire de la Fédération des syndicats de Moscou, *Solidarnost*, commente les premières réactions qui ont suivi l'appel lancé le 28 août 1991.

**INPRECOR :** *Quel a été le ton général des premières réactions à l'appel pour un Parti du travail ?*

**Andreï ISAEV :** Dans la presse libérale — c'est-à-dire celle de nos opposants —, il y a eu plusieurs commentaires. La *Nezavisimaïa Gazeta* et *Moskovni Novosti* ont publié des articles indiquant qu'il ne s'agissait que d'un projet "communiste" de plus, et que tous les autres partis aspiraient aussi à défendre les travailleurs. La *Komsomolskaïa Pravda* a traité le Parti du travail d'"héritier du PCUS".

Toutes ces attaques n'ont aucun fondement ; les gens qui ont signé la première déclaration faisaient tous partie de l'opposition au PCUS ; Kagarlitsky et moi n'étions pas membres du Parti, mais de groupes d'opposition ; quant aux dirigeants de la Fédération des syndicats de Moscou (MFP) qui ont signé la déclaration, ils avaient quitté le PCUS au printemps 1991. Il n'est pas correct de dire que nous ne sommes qu'un parti de plus qui veut défendre les travailleurs ; tous les autres partis qui ont été fondés défendent soit les droits de la population dans son ensemble (comme le faisait le PCUS), soit

les intérêts des entrepreneurs privés. S'il avait existé d'autres partis défendant les ouvriers, nous aurions participé à leur fondation.

Nous avons également reçu de nombreuses réactions positives de gens qui ont entendu parler de la création de ce nouveau parti et qui veulent faire quelque chose : un groupe de soutien au Parti du travail a été constitué au sein du syndicat des travailleurs de l'aviation ; nous avons également eu connaissance de la fondation de groupes d'initiatives similaires à Moldov et à Donetsk — et des gens parlent de fonder un groupe dans les Pays baltes. Mais tous ces groupes doivent agir de manière indépendante parce qu'ils opèrent dans des Etats indépendants. Nous devons donc rester en contact, et si nos positions se rejoignent, nous pouvons les aider mais ces regroupements ne seront pas des sections du parti. Le Parti du travail a été fondé en tant qu'organisation politique russe.

◆ *L'appel pour ce nouveau parti a été signé par des dirigeants du MFP, du Parti socialiste et de la KAS — cela signifie-t-il que l'ensemble de ces organisations appuient cette initiative ?*

La première déclaration n'a pas été signée par des organisations, mais par des individus. Aucune organisation n'a pour l'instant discuté de son affiliation.

Certains militants de l'aile gauche du Parti social-démocrate ont soutenu notre projet et nous ont aidé, comme Rakitski. Nous entretenons aussi des liens avec le Parti vert ; nous discutons maintenant de la possibilité de former un bloc électoral entre le Parti vert et le comité organisateur du Parti du travail, si les élections des soviets ont lieu en novembre 1991. La question de l'entrée du Parti vert dans le nouveau parti n'a pas encore été évoquée — mais nous pensons que les Verts seraient des collaborateurs potentiels.

De nombreux anciens communistes veulent participer à la mise en place du parti, mais c'est une question difficile. D'une part, ce sont des militants de base, qui croient sincèrement à la construction du communisme et qui veulent protéger les droits sociaux des travailleurs ; ils sont sans doute un peu déformés, mais ce sont des gens honnêtes — en tout cas, bien plus honnêtes que les dirigeants de la bureaucratie du PCUS, qui ont sauté dans le wagon de la clique pro-capitaliste. Je pense que ces militants doivent pouvoir entrer dans le parti, même si nous devons nous affronter à eux — pendant longtemps, nous avons été de deux côtés de la barricade, et cela sera long à dépasser.

D'autre part, il serait, d'après moi, dangereux que de nombreux anciens fonctionnaires du Parti entrent dans le nouveau Parti. Je ne veux pas que le Parti du travail finisse comme le Parti du socialisme démocratique (PDS) en Allemagne. J'ai peur que nous soyons confrontés à un afflux d'anciens fonctionnaires du parti, car la seule chose qu'ils savent faire est de travailler dans un appareil. Personnellement, je crois que l'on devrait établir une limite à l'admission d'anciens fonctionnaires du PCUS, mais tout le monde ne partage pas mon opinion.

◆ *Un facteur clé pour la formation de ce parti est le soutien des syndicats et des organisations ouvrières. Comment ont réagi des organisations ouvrières indépendantes, comme le Syndicat indépendant des mineurs (NPG) ou la Confédération du travail ?*

Comme la plupart des autres syndicats importants, le NPG est devenu un assemblage de forces politiques très différentes. Je pense qu'il est improbable que la nouvelle direction du NPG soutienne le Parti du travail, mais nous espérons que ce projet sera appuyé par le groupe, au sein du NPG qui, en juillet, s'est opposé à la corruption dans le syndicat et a deman-

dé une purge de la direction et un approfondissement de la démocratie syndicale. Ce sont des gens tels Sergeïev et Tcherkisov — la plupart viennent d'Ukraine orientale. Dans un futur proche, un Syndicat indépendant des mineurs russes va voir le jour et nous pensons qu'il sera possible d'entretenir des relations étroites avec cette structure.

Malheureusement, la Confédération du travail est sur le déclin, et ce à cause de son soutien inconditionnel à Eltsine. Maintenant que ce dernier a remporté la bataille, de nouvelles contradictions apparaissent ; mais c'est très difficile pour un militant ouvrier de s'opposer tout à coup à quelqu'un qu'il a appuyé auparavant. Mais, la Confédération du travail ne pourra pas continuer à soutenir Eltsine s'il attaque les droits des travailleurs. Dans les clubs locaux, les activités et les liens avec la Confédération du travail ont diminué, et il semble aujourd'hui impossible de convoquer le congrès du mouvement ouvrier qui était prévu pour cet automne.

◆ *Il semble que le centre de gravité de votre initiative soit situé à Moscou, où elle a l'appui des dirigeants du MFP et de personnalités importantes du Soviet de la ville. Avez-vous une possibilité immédiate de gagner un soutien supplémentaire ailleurs, par exemple à travers la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR) ?*

Il est probable que, durant la période à venir, le Parti du travail ressemblera à un enfant avec un grosse tête et de petits membres : une section solide à Moscou et des groupes d'appui plus faibles dans les autres villes. Selon moi, c'est inévitable car c'est d'abord à Moscou qu'ont été formés les groupes de la gauche intellectuelle et ce n'est que là que la direction des syndicats a, pour l'instant, soutenu notre projet.

Le MFP en tant que tel ne va pas participer au Parti du travail, mais nous œuvrons à la mise sur pied de structures au sein du MFP, qui pourraient adhérer collectivement — le parti va permettre l'adhésion individuelle et collective. Le Comité pour l'action politique au sein du MFP — qui est actuellement un club de discussion politique unissant les militants syndicaux à différents niveaux — pourrait ainsi devenir un membre collectif.

La direction de la FNPR est fortement pro-Eltsine, mais elle est composée d'opportunistes qui pourraient aussi bien soutenir Gorbatchev ou n'importe quelle autre personne au pouvoir. Les partisans d'Eltsine avancent le concept de "pouvoir exécutif fort", que le Parti du travail rejette : nous voulons un pouvoir représen-

tatif important, et la protection des droits des travailleurs durant le processus de privatisation. Pour ces raisons, la direction du FNPR s'oppose à notre projet ; elle a publié des déclarations démagogiques prétendant que nous utilisons les structures syndicales à des fins politiques et que nous avons une "conception communiste" des liens entre les syndicats et le parti.

◆ *Il y a eu des déclarations contradictoires à propos du caractère du Parti du travail, certaines suggérant que ce serait un parti de type parlementaire traditionnel. Quel genre d'organisation souhaitez-vous créer ?*

Ce parti aura les caractéristiques d'un mouvement, où l'affiliation collective sera possible et où les décisions des organes de direction ne lieront par les organisations locales. Ce sera un parti fédéraliste, qui ne fonctionnera pas selon le centralisme démocratique. Notre parti doit, même dans ses structures, illustrer de nouveaux types de relations sociales.

◆ *L'appel à la formation d'un Parti du travail est venu à un moment où il n'existe pas de radicalisation importante de la classe ouvrière, où les luttes sont dispersées et où les organisations indépendantes des travailleurs et les autres mouvements progressistes restent embryonnaires. Avez-vous pris en compte ces facteurs ?*

Pour l'instant, la formation d'un parti ouvrier de masse puissant est impossible. Mais, dans un avenir proche, le gouvernement de ce pays va lancer des attaques très importantes contre les droits des travailleurs. Le nombre de chômeurs pourrait atteindre 40 millions à la suite de la fermeture d'un nombre considérable d'entreprises ; le niveau de vie chutera de manière drastique. Dans ces conditions, un réel mouvement va se développer parmi les travailleurs. Nous considérons qu'il est important de commencer à préparer des structures vers lesquelles les travailleurs puissent se tourner, quand la nécessité de résister à ces politiques anti-populaires se fera sentir. Je pense que, durant les tous prochains mois, nous assisterons à une débâcle économique telle, qu'elle donnera le coup d'envoi de ce mouvement.

◆ *Quelles seront les prochaines avancées concrètes dans la construction du Parti du travail ?*

Le Groupe d'initiative pour le Parti du travail s'est rendu auprès de la direction

du MFP avec la proposition de présenter des revendications offensives au gouvernement de la République russe et de la ville de Moscou. La grande majorité des travailleurs de Moscou touchent des salaires inférieurs au minimum vital, qui est officiellement de 300 roubles par mois, mais que le MFP situe à 410 roubles. Notre première demande est donc que le salaire minimum soit d'au moins 300 roubles par mois. Nous demandons aussi, qu'en cas de privatisation, au moins 50 % des actions soient réparties entre les travailleurs de l'entreprise afin qu'ils puissent contrôler la politique de privatisation. Si la privatisation implique le licenciement de plus de 30 % des employés, nous exigeons que les travailleurs aient le droit de reprendre la propriété.

Enfin, nous demandons au maire de Moscou d'assurer inconditionnellement l'emploi de la population qui a terminé des études et n'a pas encore de travail, ainsi que celui des soldats qui seront démobilisés à l'automne. La plupart d'entre eux sont allés directement de l'école à l'armée et ils recevront une pension qui parfois n'atteint même pas 25 roubles par mois. Des dizaines de milliers d'entre eux vont se retrouver à Moscou, or aucun programme spécifique professionnel n'a été prévu pour eux.

Nous proposons ces revendications au MFP et nous suggérons l'organisation d'une manifestation de masse sur la place Rouge, à la fin octobre ou au début novembre pour soutenir ces demandes et en défense des soviets, qui ont été privés de leur influence par l'hypertrophie du pouvoir exécutif — cela n'implique pas que nous nous satisfaisions de la forme actuelle des soviets, mais nous les défendons comme un principe.

À la mi-octobre, le MFP consultera ses sections syndicales des principales villes de Russie et, entre autres choses, discutera de la question du soutien au Parti du travail. Nous pensons que la plupart d'entre elles le rejeteront, mais il est probable que trois ou quatre sections — Léningrad, Kazan et peut-être Sverdlovsk — exprimeront leur soutien au parti. Le comité d'organisation du Parti du travail sera alors désigné, après la consultation des sections syndicales — il ne sera donc pas uniquement composé de Moscovites. Notre groupe d'initiative n'a fait qu'appeler à la constitution d'un parti — sa fondation concrète est la tâche du comité d'organisation. Tant qu'il n'a pas été mis sur pied, il est difficile de savoir quand aura lieu le congrès de fondation — sans doute à la fin de l'année 1991. ★

Moscou, 1er octobre 1991  
Propos recueillis par Poul-Funder Larsen

# « Il n'y a pas de conspiration »

Une minorité de la Plate-Forme marxiste au sein du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) a soutenu l'Initiative pour un Parti du travail. Dans cette interview, parue dans la *Pravda*, le 20 septembre 1991, Alexandre Bouzgaline, un des fondateurs de la Plate-Forme marxiste (1), évoque les perspectives de ce courant.

## DOCUMENT

LE DOCTEUR Bouzgaline a déclaré : « Nous ne sommes pas des conspirateurs. Le 9 septembre, l'agence de presse soviétique Tass a distribué un rapport sur une réunion illégale de communistes. La *Pravda*, à en juger par la note dans son numéro du 11 septembre, a consciemment évité de diffuser ce rapport mensonger. »

**PRAVDA :** Que s'est-il vraiment passé ?

Alexandre BOUZGALINE : En fait, c'était une réunion du comité de coordination de la Plate-Forme marxiste. La majorité d'entre nous pensait qu'un nouveau parti des communistes était nécessaire. Ce courant avait à son tour deux tendances en son sein : une partie, selon moi, est influencée par les partisans de l'Union de l'Initiative communiste de A. Prigarine. Le leader des autres est A. Krioutchkov. Ils mettent l'accent sur la démocratie et pas uniquement sur les choix socialistes et sur les perspectives communistes.

Une minorité (dont moi-même) soutenait l'initiative des dirigeants du Parti socialiste, des anarcho-syndicalistes et des syndicalistes de Moscou pour la formation d'un Parti du travail. Cette organisation a pour objectif la défense des intérêts des salariés, et le développement de l'autogestion des producteurs et des collectivités territoriales.

◆ Comment voyez-vous la situation générale du mouvement communiste aujourd'hui, après la suspension des

activités du PCUS ? Les réunions du comité central et des comités régionaux et municipaux sont supprimées. L'appareil s'est désintégré et le PCUS n'apparaît plus nulle part. Devrions-nous accepter l'interdiction et rester silencieux ? Partir ? L'éventualité de disparaître du champ politique vous attire-t-elle ?

Le PCUS n'est plus un vrai parti depuis 60 ans. Ce n'était rien de plus ou de moins que l'un des plus importants soutiens du système bureaucratique. Les communistes "ordinaires" étaient plus proches des citoyens ordinaires que de la nomenklatura du Parti et de l'Etat. En réalité, le PCUS n'était pas idéologiquement monolithique ; l'on y trouvait de tout, de Nina Andreeva [néo-stalinienne convaincue, ndlr] à Boris Eltsine. Lors de la crise, tant les néo-staliniens que les démocrates libéraux l'ont quitté.

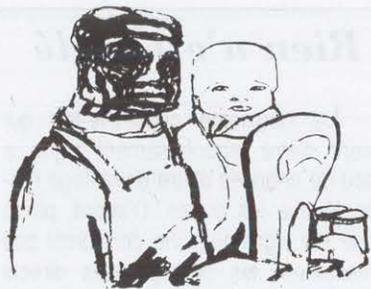
L'effondrement de l'appareil a paralysé le PCUS. Aujourd'hui, la paralysie s'estompée petit à petit. Les doigts et les orteils du PCUS recommencent à bouger et, dans l'esprit du temps, demandent un droit d'indépendance absolue et la possibilité de suivre leur propre voie.

Tout d'abord, est apparu le Parti démocratique des communistes de Russie (DPKR), présidé par le vice-président de Russie. Selon ses organisateurs, ce parti ne veut pas être communiste, ni même social-démocrate, et se transformera en une organisation libérale démocratique traditionnelle, qui peut devenir un pôle d'attraction pour des carriéristes.

On trouve ensuite une tendance diamétralement opposée, les conservateurs (l'Initiative communiste), qui, en fait, veulent recréer les anciennes structures centralisées sans aucune modification, tout comme les néo-staliniens de Unité (Yedinstvo).

Puis, on trouve l'initiative des dirigeants de la Plate-Forme marxiste. Et enfin, les partisans de la création d'un Parti du travail.

◆ Pourquoi avez-vous décidé de soutenir l'option du Parti du travail plutôt que l'organisation d'un nouveau parti qui apparaîtrait comme le successeur du PCUS ?



Certains membres du comité de coordination de la Plate-Forme marxiste soutiennent l'initiative pour la création d'un nouveau Parti communiste — l'Union des communistes —, qui cherche à reprendre les meilleures traditions du PCUS. Contrairement à ces camarades, je pense que le PCUS a été définitivement discrédité par la politique bureaucratique de ses dirigeants et le conformisme de la majorité des membres de sa base. On ne pourra former une opposition de gauche qu'à travers la création d'un autre parti.

Cependant, nous sommes d'accord avec eux, dans la mesure où nous refusons de rompre avec les traditions de justice sociale, de démocratie, d'humanisme et d'amitié entre les nations apparues au sein du mouvement socialiste russe durant ce siècle d'existence. Ces traditions doivent être perpétuées et l'on doit leur redonner une nouvelle vigueur dans la situation historique actuelle.

Le problème de la création d'une gauche, c'est-à-dire d'une opposition socialiste démocratique, ne peut être résolu ni en faisant revivre le PCUS, ni en créant un nouveau Parti communiste. Or, sans une opposition de cette sorte, même une démocratie très avancée dégénérera en dictature ou en une autre formule autoritaire. La vague montante de populisme et les tentatives pour lancer une chasse aux sorcières montrent qu'il existe bien une réelle menace de dictature à la Pinochet, basée sur la propriété privée et le marché. Seule une vraie démocratie représente une garantie contre cette menace.

◆ Que répondez-vous aux accusations d'illégalité ?

Nous sommes tout à fait ouverts à tous nos partisans et à nos critiques. Notre but est le dialogue et non la conspiration. ★

*Pravda*  
Moscou, 20 septembre 1991

1) Voir *Inprecor* n° 322 du 18 janvier 1991.

## Rien n'est réglé

Le deuxième cessez-le-feu qui vient d'être laborieusement signé a peu de chances d'être davantage respecté que les autres. D'abord, parce que les signataires ne contrôlent pas réellement les protagonistes directs sur le terrain, qu'il s'agisse des groupes de villageois ou des formations para-militaires serbes, croates, voire les commandements locaux de l'armée. Mais surtout parce que l'accord ne règle rien.

Le cessez-le-feu sera fragile tant que domine la logique grand-serbe ; tant que les droits des différentes nations et nationalités ne sont pas simultanément protégés et tant que ne sera pas réglée la question des frontières de la Croatie, désormais indépendante. Celle-ci a perdu le contrôle d'un tiers de son territoire et risque de se retrouver littéralement coupée en trois. Deuxièmement, la dissymétrie d'armement entre forces croates et serbes pousse le côté croate à poursuivre des offensives en direction des casernes situées sur son territoire, d'autant que la logique grand-serbe est loin d'être battue.

La question du partage des biens de l'armée "yougoslave" demeure entière et hautement conflictuelle : les Serbes jouent sur le thème d'une Yougoslavie maintenue pour affirmer qu'il revient à celle-ci de conserver tous les moyens de l'armée fédérale ; ceux qui ont fait le choix de quitter la fédération, doivent en payer le prix, c'est-à-dire en perdre les avantages, disent-ils — et, ce faisant, le droit à une séparation avec partage des biens acquis en commun. D'où l'enjeu qui s'affiche derrière la fiction d'une présidence "yougoslave", à laquelle ne participe en fait que la Serbie (et les représentants de ces provinces mises au pas) et son allié monténégrin : garder la plus grosse part du gâteau.

L'ancienne fédération est morte, demeurent les représentants d'une armée qui épouse la cause grand-serbe ; les représentants de républiques qui doivent toutes être reconnues comme indépendantes ou souveraines sans admettre les changements de frontières imposés avec le soutien de l'armée. ★

Catherine Verla  
10 octobre 1991

**NEDJELINA DALMACIJA** : *Pendant un certain temps vous avez été plus présent sur la scène publique de Croatie, de Bosnie-Herzégovine ou de Macédoine que sur celle de Serbie. Alors que les médias serbes parlaient d'ouverture, vous n'y êtes pas apparu. Pourquoi ?*

**Bogdan BOGDANOVIC** : Je ne parle pas à Belgrade parce que je n'en ai pas le droit ; je suis victime d'un boycott très strict. On ne peut même pas mentionner mon nom. Cependant ce blocus a été brisé, il y a quelques mois, par une petite citation dans le journal *Vreme*, et ma lettre ouverte à Dobrica Cosic (1) vient d'être publiée récemment.

Je pense que Milosevic a actuellement de meilleurs conseillers qu'il y a un an ; après le 9 mars (2), il a compris qu'il devait permettre au moins un semblant de démocratie. Maintenant, il autorise des critiques : on peut se moquer de lui en public. Mais il ne faut en aucun cas lui demander où est le Kosovo ! Le Kosovo n'existe pas ! Le Kosovo se trouve quelque part sur la lune. Il est également impossible de faire référence devant lui aux "promesses faciles" (3), ou à ce que va devenir le Kosovo. Ce genre de questions sont sous un contrôle très strict.

Beaucoup de gens sont totalement mis en quarantaine — j'en fais partie, ce dont je suis fier.

◆ *Pourquoi le silence sur le Kosovo ? Que veut cacher Milosevic ?*

Il est arrivé au pouvoir en Serbie en disant qu'il résoudreait la crise du Kosovo et qu'il ferait quelque chose pour cette province. Non seulement il n'a rien fait, mais il y a fait monter la tension à son comble. Mais, nous les Serbes, nous avons le droit de savoir ce qu'il va advenir du Kosovo. Devons-nous y rester et dans quelles conditions ? Comment pouvons-nous communiquer avec ces gens, qui ne sont pas quelques centaines mais presque deux millions. Je sais que le boycott de mon nom est en partie dû à mes positions sur le Kosovo — à diverses occasions j'ai déclaré publiquement que le Kosovo ne nous appartenait pas. Si nous acceptons le principe ethnique comme le seul principe moderne possible, alors le Kosovo n'est plus serbe depuis longtemps. Si seulement nous avions eu le courage de dire cela il y a dix ans, nous aurions pu nous séparer du Kosovo en amis et y garder des liens selon une configuration politique acceptable par l'Europe. Au lieu de cela, Milosevic s'y est fait des ennemis, semant la discorde et la haine entre les Serbes et les Albanais. Il a

## La nation

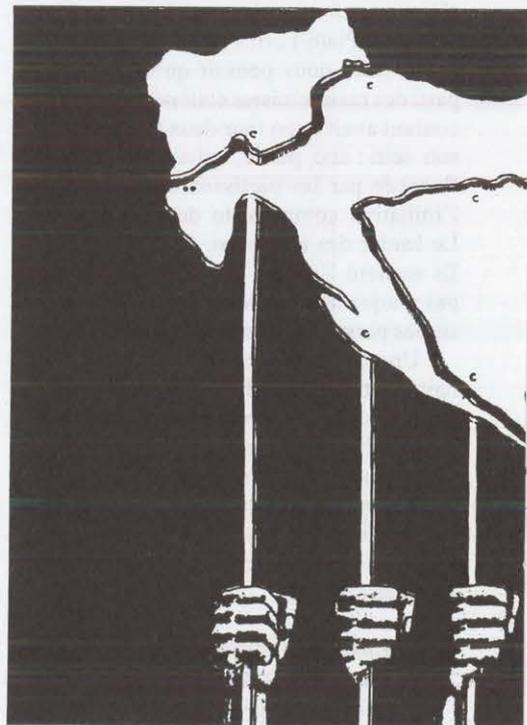
**Bogdan Bogdanovic** est l'architecte y Serbe, né à Belgrade en 1922, il a com Guerre mondiale. Ancien professeur d'a maire de cette ville pendant une courte p central de la Ligue des communistes de limogé lors de l'arrivée au pouvoir de Milo de larges extraits, est par

fait la même chose pour les Serbes et les Macédoniens, et maintenant pour les Serbes et les Hongrois — sans parler, bien sûr, des Croates.

◆ *Vous avez comparé cela à une « route serbe vers l'auto-humiliation et l'auto-destruction ».*

Ce n'est un secret pour personne que Milosevic est psychologiquement un destructeur, de type suicidaire ; mais le problème est qu'il transmet sa folie suicidaire à l'ensemble de la nation. Il ne veut pas quitter la scène ; s'il doit partir, l'ensemble de la nation serbe doit disparaître avec lui, d'une manière ou d'une autre.

◆ *Existe-t-il une force en Serbie capable d'arrêter cela ?*



# envoûtée

yougoslave le plus connu internationalement. Battu avec les partisans pendant la Seconde Guerre mondiale, il a été professeur d'architecture à l'université de Belgrade, il a été professeur de littérature pendant la période communiste, dans les années 80. Membre du comité central du parti communiste yougoslave (LCY, PC yougoslave), il en a été le secrétaire général. Cette interview, dont nous reproduisons une partie dans *Nedjelina Dalmacija*.

La puissance occulte des dictateurs ne repose pas sur leur intelligence — ils sont généralement assez limités intellectuellement, et je pense que Milosevic est un homme très peu intelligent —, mais sur le fait qu'ils peuvent entraîner un grand nombre de gens derrière leurs idées, et même des nations entières. Hitler aussi avait une cervelle d'oiseau, il a cependant réussi à amener la grande et sage nation allemande jusqu'à la folie. Je pense que, dans une certaine manière, la nation serbe est sous le charme de la folie de Milosevic. Dans les cafés, les rues et les maisons de Belgrade, l'on entend constamment des cris de guerre, des invitations au meurtre et à la haine.

Des gens jeunes et intelligents ont l'impression d'avoir été trahis, même

ceux qui, au départ, croyaient à tout cela. Malheureusement, je pense qu'ils sont peu nombreux — ce sont en majorité de jeunes intellectuels qui auraient pu réussir mais qui n'en ont plus la possibilité maintenant. Ils ont des potentialités — une capacité pour faire quelque chose — mais ils sont niés, bafoués et frustrés.

Je ne compte plus sur l'opposition serbe. Pour l'instant, elle offre à Milosevic un semblant de légitimité.

## ◆ Comment ?

En ce moment, il y a un test pour chaque Serbe, le Kosovo. Si un parti comme le Parti démocratique ne dit pas un seul mot sur le Kosovo, alors il ne conduit pas une politique serbe réelle et honnête. Il peut dire quelques mots ici et là, appuyer telle ou telle rumeur du *carsija* (4), mais de fait, il soutient Milosevic. Souvent ses dirigeants disent, d'une manière plus modérée et anodine, les choses que Milosevic énonce brutalement et abruptement.

## ◆ D'après ce que je sais, seuls les "réformistes" ne nient pas la question du Kosovo (5).

Je ne soutiens pas uniquement les réformistes, je me considère comme un des leurs. C'est un parti tragique — le seul qui avait prévu ce qui se passe actuellement ; le seul qui savait ce qu'il fallait faire ; et le seul qui a une chance de transformer en réalité ce que l'Europe nous offre. Mais ces membres sont victimes d'une haine sans pareille en Serbie.

## ◆ Pourquoi avez-vous dit que la Serbie avait perdu la guerre ?

La Serbie a perdu cette guerre. Quand je dis "cette guerre", je ne pense pas uniquement à celle du moment, mais à toutes les guerres modernes et à toute notre histoire moderne du *Hatt-i-Sherif* jusqu'à nos jours (6). Cent-soixante-dix ans se sont écoulés depuis sa proclamation, et durant tout ce temps, un Etat comme la Serbie — en Europe — aurait dû connaître une avancée bien plus grande dans les domaines de la civilisation, de la culture et de l'économie. Aujourd'hui, nous devrions au moins être au même rang que la Hongrie ou la Tchécoslovaquie. Un sentiment d'échec subsiste au cœur même du nationalisme serbe, qui porte en germe plusieurs justifications de cette frustration : le Comintern, le Vatican, la franc-maçonnerie et autres complots fantastiques. Les Serbes ont le sentiment d'avoir tout raté.

C'est cette histoire gâchée — ce siècle et demi gâché — que l'on peut quali-

fier de guerre perdue. Mais cette expression s'applique aussi aux événements qui se déroulent en ce moment. Que cela nous plaise ou non, quand nous regardons à la télévision les différentes cartes qui montrent les villages serbes et non-serbes, et jusqu'où les "défenseurs des villages serbes" ont avancé, nous voyons que ces "défenseurs" sont en train d'attaquer des villes ! Les "défenseurs" encerclent Vukovar ; les "défenseurs des villages serbes" attaquent Osijek. Nous voyons la carte de la destruction s'élargir. La presse de Belgrade, irresponsable, voire écœurante, présente cela comme une victoire. Ils parlent d'avancées, de libération, etc., et les gens ordinaires, déjà profondément endoctrinés, acquièrent le sentiment que nous, les Serbes, sommes en train de gagner la guerre. C'est une erreur d'appréciation terrible.

D'abord, d'un point de vue militaire et politique, il est impossible qu'ils gagnent, parce que personne de sensé ne permettra que quelque chose soit modifié par la force en cette fin de XXe siècle. Tôt ou tard, ceux qui sont là-bas devront se retirer dans la honte — s'ils ne sont pas vaincus par l'effort de résistance croate qui, si la guerre s'étend, recevra une aide extérieure. Ensuite, cette guerre a été perdue à un autre niveau, encore plus terrible : elle est en train de détruire le sentiment serbe selon lequel nos guerres avaient été des conflits justes, où nous nous étions comportés avec honneur. La guerre actuelle n'a rien d'honorable. Je dis "merde" à cette guerre, où les "défenseurs des villages" lancent des escarmouches pour qu'ensuite les tanks et les blindés de l'armée viennent protéger leurs forfaits. De ce point de vue aussi c'est une guerre honteuse.

## ◆ Que pensez-vous du rôle que joue l'armée ?

Il est négatif, horriblement négatif. Ces fanatiques [les Serbes des commandos irréguliers, ndlr] propagent la guerre

1) *Vreme*, hebdomadaire indépendant fondé à la fin 1990, est la seule voix dissidente significative des médias serbes. L'académicien Dobrica Cosic est l'auteur de nombreux travaux célébrant l'histoire nationale serbe.

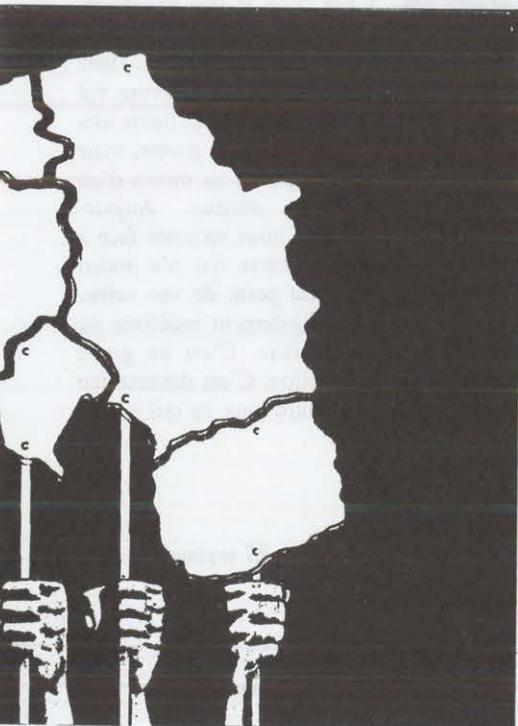
2) En mars 1991, il y a eu des manifestations de masse contre le régime de Milosevic dans toute la Serbie. Voir *Inprecor* n° 326, 327 et 328 des 15 et 29 mars, et 12 avril 1991.

3) Cela fait référence à *Une vitesse facilement promise*, un livre de Dragisa Pavlovic, ancien président de la section de Belgrade de la Ligue des communistes de Serbie, qui, en 1987, en a été exclu parce qu'il s'était opposé à la politique de Milosevic au Kosovo et au nationalisme serbe en général.

4) Littéralement, ce mot signifie "bazar", mais il se rapporte aussi au système informel de création de l'opinion publique.

5) Les "réformistes" sont les membres de l'Alliance des forces pour la réforme, qui soutient Ante Markovic, le Premier ministre fédéral.

6) Le *Hatt-i-Sherif* (décret impérial) de 1829 établissait l'autonomie de la Serbie au sein de l'empire ottoman.



pour des raisons insensées — au nom d'un nationalisme maladif, morbide et fanatique. Mais l'armée fait la guerre non pas par nationalisme fanatique, ni — comme elle en est souvent accusée — par fanatisme idéologique. L'armée lutte uniquement pour défendre ses propres privilèges !

L'autre jour, j'ai traversé Dedinje où je n'étais pas allé depuis longtemps (7), et j'ai eu l'impression de rentrer dans une partie de la ville qui m'était totalement inconnue. J'ai vu des espaces éclairés, j'ai entendu de la musique — j'ai eu l'impression d'être dans un autre monde — quelque part en Suisse. Des enfants

de hauts-gradés et de généraux jouaient au tennis dans la nuit. A ce moment-là, j'ai compris que l'armée là-bas, avec ses tanks qui aident ces fous — ou, d'ailleurs de pauvres gens qui défendent leur droit à la vie — ne se bat absolument pas pour une cause sociale ou nationale. Elle ne défend que ses propres intérêts de caste. Cette caste, l'armée, nous opprime tous.

◆ Pourquoi appelez-vous cette guerre « le grand marché de la mort » ?

Comme au Liban, il y a des guerres qui se font sous le signe de la consommation. Il existe d'immenses supermarchés mondiaux d'armement et un commerce des armes, un amour des armes ; des gens qui deviennent dépendants des armes comme de tout autre bien de consommation. Dans certaines parties du monde, cette philosophie consumériste des armes peut surgir de manière soudaine. C'est ce qui s'est passé au Liban. Nous y avons vu d'innombrables petites armées, avec leurs commandants et leurs mercenaires — qui tous étaient aussi des dealers d'armes. C'est à cela que servent les guerres — au profit des supermarchés d'armement.

J'ai peur que cette guerre ne devienne peu à peu un conflit similaire à celui du Liban. Le développement d'une course à la consommation pour posséder un fusil, avoir une Kalashnikov ou une Thompson, a ici un terrain fertile. La population des Balkans est droguée aux armes. Il existe un rapport érotique avec les armes. Quand j'ai rejoint les partisans, j'ai été frappé, entre autres choses, par leurs soins envers les armes : on les nettoyait, on les huilait, on les polissait sans cesse. Bien sûr, il faut garder son fusil propre, mais cette relation érotique m'a dérouter. Les partisans enlaçaient leurs fusils en dormant.

Dans l'argot de Belgrade, un femme attirante est appelée un "fusil". Une nation qui identifie les femmes avec les fusils est une nation malade qui devrait être soignée, hospitalisée. Cela ne vaut pas seulement pour les Serbes, les Croates, les Albanais ou les Musulmans, mais pour tous les peuples des Balkans.

◆ Vous avez également parlé d'une guerre de vieillards.

Il est évident qu'il s'agit d'une guerre d'hommes vieux, basée sur leurs idéaux et leurs frustrations.

Quand cette idéologie de vieillards a commencé a

été transmise dans la littérature, puis de la littérature aux écrits populaires, et ensuite à la presse — surtout la presse à sensation et les médias audiovisuels —, elle a alors lentement commencé à influencer les gens. Les jeunes, qui ont compris la folie de la guerre, sont en fait prisonniers de cette mentalité de vieillards, qui les a envoûtés. Malheureusement, beaucoup de conflits dans l'histoire ont été des guerres de vieillards. Je ne crois pas que ces jeunes — s'ils avaient été autorisés à avoir leur propre vision du monde et leur propre compréhension de l'histoire nationale — auraient voté pour ce bain de sang. Les vieux en portent toute la responsabilité — des hommes qui, en plus, savent à quoi ressemble la guerre. Mais les jeunes ne le savent pas, voilà pourquoi ils en sont souvent victimes.

Cette guerre a commencé assez innocemment — avec des barrages sur les routes ; les gardiens buvaient un peu et faisaient des blagues : « Nous allons tendre un guet-apens aux Croates, et ensuite, ils essayeront de nous rendre la pareille. » Cela ressemblait presque à une attraction pour touristes. Mais aujourd'hui, c'est une véritable guerre.

Cette diffusion de l'esprit des vieux dans l'inexpérience des jeunes est un crime majeur. J'ai écrit cela dans ma lettre ouverte à Dobrica Cosic — je me suis focalisé sur lui parce que je considère que c'est la personne la plus responsable du drame serbe. Il a envoûté cette nation, et l'a éduquée. Il a réussi en grande partie

parce que, durant les cinquante dernières années, nous n'avons pas eu d'histoire réelle.

◆ Que faut-il faire ?

La pire des choses serait la rupture des communications entre les différentes parties du pays. Qu'est-ce que la Yougoslavie pour moi maintenant que je dois en parler au passé — que je le veuille ou non ? Pour moi la Yougoslavie, en un mot, c'était vingt amitiés importantes dans tout le pays. Ces gens sont restés mes amis et je peux encore leur parler.

Je pense que c'est maintenant la seule manière d'agir : se rappeler de tous ses amis, maintenir des contacts, et voir ce que nous pouvons faire ensemble politiquement. La situation est en train d'acquiescer une dimension internationale, ce qui est une bonne chose. Les grands dirigeants peuvent encore signer quelque chose, ou pas d'ailleurs, mais il faudra du temps avant que cela filtre vers les petits dirigeants, les petits commandants, les petits tyrans.

J'ai peur d'une fragmentation en différents Etats ridiculement petits, qu'un jour un idiot puisse se proclamer président de Slavonie orientale... Je pourrais aller moi aussi dans la rue et dire « En tant que président de la république de Cubura, je demande la moitié de Cubura » (8). C'est fou, et c'est pour cela que c'est si effrayant.

Ce conflit a une autre dimension. J'ai dit que c'était une guerre misérable, sale et très sanglante. Mais c'est aussi une guerre qui n'a pas de sens. Dans ma famille, nous avons été nombreux à nous battre lors de la dernière guerre, mais il s'agissait au moins d'un conflit sérieux. Aujourd'hui, nous sommes face à une guerre qui n'a aucun but — du moins du point de vue serbe. Cette guerre est également indéfinie du point de vue militaire. C'est un grand contrat de destruction. C'est devenu une guerre de tous contre tous, ce qui en fait toute l'horreur. ★

27 septembre 1991



7) Dedinje est un faubourg huppé de Belgrade.  
8) Quartier de Belgrade.

# Plus dure sera la chute

Le 27 octobre 1991, le Parlement polonais sera élu pour la première fois au cours d'élections libres. Deux ans après qu'une majorité issue de la direction de Solidarité ait pris le gouvernement en main, et un an et demi après le début des réformes économiques pro-capitalistes, le climat polonais est loin d'être euphorique. D'ores et déjà, on sait que le taux de participation aux élections sera très bas : les sondages effectués fin septembre, au début de la campagne électorale, estimaient que moins de 10 % de la population s'y intéressait. Pourtant pas moins de 65 listes se battent pour capter ses suffrages.



Cyril SMUGA



**LES RESULTATS** de deux ans de politique monétariste, menée d'une main de fer sous la houlette du Fonds monétaire international (FMI) par Leszek Balcerowicz, le vice-Premier ministre et ministre des Finances des deux gouvernements qui se sont succédés, sont désastreux.

Entre août 1989 et août 1991, la production industrielle a baissé de 33,7 % (1) ; les investissements ont diminué de 24 % ; et la productivité de l'industrie de 20 % (2). Le chômage dépassera les 2 millions de personnes (soit 10,5 % de la main-d'œuvre) (3) à la fin de l'année 1991, alors que le salaire réel moyen a baissé de 37 % en deux ans (4). Quelle que soit la fiabilité de ces chiffres, nul ne conteste le fait que l'économie polonaise connaît la plus grave crise de son histoire.

Les observateurs avaient l'habitude de noter le succès remporté par Leszek Balcerowicz sur le terrain de la lutte contre l'inflation, qui a été ramenée d'un niveau dépassant 1 000 % par an, à la fin 1989, à 80 % en 1991 (5). Cependant, après une accalmie à la mi-1990, l'inflation a repris et il est à craindre que les pronostics les plus pessimistes soient dépassés pour 1992.

En septembre, la Diète a dû voter d'urgence un correctif budgétaire autorisant un déficit de 26 milliards de zloty pour 1991 (6).

Les exportations polonaises n'ont

augmenté que modérément, alors que les importations connaissent un véritable "boom", et ce malgré une dévaluation du zloty début 1991 (7). Le déficit du commerce extérieur croît et le FMI vient de suspendre les versements au fonds de garantie du zloty (8).

Plus grave, les entreprises publiques — qui continuent à représenter 80 % de la production industrielle et qui, en 1990, ont fourni plus de 81 % des recettes fiscales — connaissent de très graves difficultés financières : « Pour la première fois dans l'histoire, le solde des pertes et profits était négatif à l'échelle du secteur public dans son ensemble » (9) à l'issue du premier semestre 1991. L'effondrement du marché soviétique, après le passage aux transactions en devises occidentales et l'interdiction des accords de troc (sous pression du FMI), en est partiellement responsable.

## Secteur privé et investissements

Mais surtout, les entreprises publiques plient sous le poids des impôts alors que le secteur privé en est en grande partie exonéré. Tout se passe comme si le gouvernement avait décidé de démontrer que le secteur public ne peut qu'être non-compétitif en le menant à la ruine (10).

Plusieurs centaines d'entreprises publiques sont aujourd'hui à la veille du dépôt de bilan. Leur liquidation, qui risque d'être décidée après les élections, témoignera du degré de soumission de la société polonaise aux lois du capital. Si cette borne est franchie, on atteindra un point de non retour.

La crise du secteur public n'a pas pu

être contrebalancée par le développement du secteur privé, qui jouit, cependant, d'une position privilégiée et se voit particulièrement protégé par le gouvernement.

Les chiffres montrent que ce secteur reste secondaire dans l'économie. Au premier semestre 1991, il représentait 19,4 % de la valeur de la production industrielle, 43 % de celle du bâtiment et des travaux publics, 16,4 % des services de transport, 14,4 % des exportations et 42,2 % des importations. Enfin, près de 80 % du commerce était dans les mains du privé. Les entreprises privées s'intéressent en premier lieu aux secteurs d'activité qui ne nécessitent pas l'immobilisation de capitaux importants et où l'activité permet de réaliser des profits rapides et peu sujets au contrôle public.

Malgré les efforts du gouvernement dans ce domaine, le capital étranger a peu investi en Pologne.

Les quelques joint-ventures ou rachats d'entreprises réalisés jusque là avaient pour premier but d'éliminer des

1) *Zycie Gospodarcze* n° 38, 22 septembre 1991. L'hebdomadaire *Nie* annonce pour sa part une baisse de 40 % de septembre 1989 à septembre 1991.

2) *Nie* n° 39, 26 septembre 1991. Cette baisse de productivité est essentiellement due au sous-emploi de l'appareil productif.

3) Selon les prévisions de l'Office central de planification (CUP), citées par *Polityka*, n° 35, 31 août 1991.

4) *Nie*, op. cit.

5) Prévision du CUP, rapportée par *Polityka* n° 35.

6) Soit environ 2,26 milliards de dollars ou 13,56 milliards de francs français. Ce déficit dépasse 10 % du budget prévisionnel.

7) Alors que le maintien d'un taux fixe de convertibilité zloty-dollar était une des pierres de touche du "plan Balcerowicz".

8) *Gazeta Wyborcza*, 27 septembre 1991.

9) Jerzy Kleer, dans *Polityka* n° 35, 31 août 1991.

10) Jeffrey Sachs, le principal conseiller étranger du gouvernement polonais, aurait affirmé dans une interview à *Gazeta Bankowa* : « Mon but était de mener les grandes entreprises nationales à la faillite », selon *Tygodnik Solidarnosc* n° 39, 28 septembre 1991.

concurrents gênants du marché mondial. Ainsi, le consortium international de mécanique électrique ABB a racheté "pour une bouchée de pain" plusieurs entreprises polonaises construisant des turbines électriques, capables, dans le passé, de concurrencer sa propre production dans certains pays ; ces sociétés connaissent aujourd'hui de grandes difficultés car elles ont été réduites à la sous-traitance et la maison mère s'est assurée les contrats qu'elles pouvaient obtenir.

**Les conditions du FMI et la spéculation**

Les règles du jeu économique fixées par le gouvernement à la demande du FMI favorisaient la spéculation. « *Aucun entrepreneur occidental sérieux n'a investi en Pologne. Ils préfèrent prendre un crédit dans une banque occidentale, par exemple pour 30 millions de dollars à 15 %, puis acheter des téléviseurs à Singapour, les vendre en Pologne en-deçà de leur coût de production — en tuant par là-même l'industrie polonaise — puis placer les zloty ainsi obtenus dans une banque polonaise à 80 %, pour retirer, six mois après, l'équivalent de 50 millions de dollars. Ne nous étonnons pas que seul le capital spéculatif afflue chez nous* », écrit un expert économique du syndicat Solidarité (11). Il est vrai que de telles conditions ont également permis un début d'accumulation primitive de capital entre les mains de quelques spéculateurs polonais. Un début seulement, car ces derniers ne peuvent pas obtenir de crédit de 30 millions de dollars dans les banques occidentales...

La quasi-absence du capital polonais, le manque d'intérêt du capital étranger (sauf des cas exceptionnels, permettant de racheter des concurrents potentiellement dangereux ou, pour un prix dérisoire, des

locaux industriels utilisables comme magasins de marchandises importées) ont réduit à néant les rêves de privatisation rapide de l'économie polonaise. En juin 1991, le gouvernement, cherchant à contourner l'obstacle, a présenté un plan de privatisation générale, touchant 400 entreprises d'un seul coup (12) ; 70 % du capital de ces entreprises devait être distribué sous forme d'actions gratuites à l'ensemble de la population.

Trois mois après le vote de la Diète, cette loi est au point mort et il est de plus en plus question de la mettre aux oubliettes. Dans les entreprises, ce projet se heurte à la résistance des travailleurs : ils n'ont aucune envie de voir disparaître leurs droits syndicaux et autogestionnaires en échange du contrôle d'un paquet de 10 % d'actions (13). Et surtout une telle perspective ne permet nullement de dégager les fonds nécessaires à la modernisation et à la remise en marche des industries ruinées.

**Affaires et corruption**

Mais l'orientation pro-capitaliste a aussi eu des effets dans un autre domaine : la vie publique est aujourd'hui largement corrompue.

On ne compte plus les "affaires" qui éclaboussent les nouveaux dignitaires. Les administrateurs du Fonds pour la gestion de la dette extérieure sont en prison, accusés d'avoir profité de leur position pour se constituer un pécule à l'étranger tout en gaspillant largement les biens de ce fonds.

Le système bancaire a été secoué par la révélation d'une combine des nouveaux bourgeois propriétaires de l'entreprise ART B : ils ont profité du sous-développement du système bancaire et de son extrême lenteur pour placer plusieurs fois la même somme d'argent et toucher

ainsi des intérêts multiples. Cette affaire a coûté sa place au président de la Banque nationale et a provoqué une mini-crise gouvernementale.

Depuis, plusieurs ministres du gouvernement ont été accusés d'avoir utilisé leurs fonctions pour faire financer des entreprises dont ils étaient actionnaires par les banques publiques. La situation est telle qu'un des grands hebdomadaires polonais peut se permettre de publier en "une" des photos du président Lech Walesa avec les escrocs d'ART B et de poser la question : « *Combien ces derniers ont ils versé et sous quelle forme ?* » (14)... tout cela sans être poursuivi.

Les "affaires" sont loin d'être l'apanage des élites nationales. Dans chaque région, voire dans chaque entreprise, le reporter de ce magazine a découvert les petites magouilles qui permettent à certains de rejoindre les rangs de la "classe moyenne" sensée constituer, selon l'idéologie officielle, le fondement d'une démocratie moderne.

Que dire en voyant un ancien président régional de Solidarité, devenu représentant des intérêts de Ford, propriétaire d'un salon automobile tout neuf ? Que dire lorsqu'un ancien vice-président régional de Solidarité parade comme chef du syndicat des entrepreneurs ? Que dire, enfin, lorsque le dirigeant de Solidarité d'une entreprise récemment privatisée (vendue pour trois fois rien à son concurrent direct sur le marché mondial), apparaît comme un des dirigeants de la nouvelle filiale, alors que ses camarades de la clandestinité grossissent les rangs des demandeurs d'emploi ?

Tous les décideurs, qu'ils soient liés à l'ancien régime (à condition d'avoir retourné leur veste assez vite) ou au nouveau, qu'ils soient préfets, élus du peuple, syndicalistes ou prêtres peuvent profiter de la manne. Au pire, ils gagnent une mauvaise réputation (15) ; mais ils doivent rarement rendre gorge.

Il n'est pas surprenant qu'un désintérêt croissant pour la vie politique se développe au sein de la population, que les partis politiques polonais aient du mal à exister, que croissent les aspirations à un



« Bien sûr qu'il est possible de gagner de l'argent honnêtement. Mais pour démarrer, il vaudrait mieux avoir un petit pécule mahonnête... » (V. Jiranek, Lidove Noviny).

11) Tygodnik Solidarnosc n° 39, 27 septembre 1991.  
 12) Voir Inprecor n° 334 du 18 juillet 1991.  
 13) Une entreprise privatisée est considérée comme une nouvelle entité juridique : les accords passés avec l'ancienne direction ne s'appliquent plus et les syndicats eux-mêmes doivent être reconstruits. Par ailleurs, les conseils de travailleurs disparaissent. Seul avantage : les salaires sont débloqués, mais l'expérience montre que ce que les travailleurs gagnent par l'augmentation du salaire direct, ils le perdent par la disparition du salaire social.  
 14) Nie n° 39, 26 septembre 1991.  
 15) Le président de Solidarité de la région de Bialystok a ainsi perdu sa place (mais non son capital) après avoir joué un rôle trouble dans la privatisation à son profit et à celui de ses proches d'une des rares entreprises rentables de la région. Cité par Glob 24, 27 septembre 1991.

“pouvoir fort et juste”, et que les discours autoritaires de Lech Walesa (16) ou de certains de ses opposants — tel Stanislaw Tyminski, le challenger de Walesa lors de l’élection présidentielle et aujourd’hui animateur du Parti X (17) — trouvent des oreilles attentives.

La passivité et la démoralisation gagnent la population. Gouvernée depuis huit mois par une coalition de partis qui ont certes choisi le bon camp lors de l’élection présidentielle mais qui apparaissent dénués de tout soutien populaire réel (18), soumise à une formidable propagande qui encense le capitalisme et exclue toute autre voie de développement, subissant les frais de la “construction du capitalisme”, elle se réfugie dans l’absentéisme. Les organisations syndicales en subissent les conséquences, en se vidant de ses militants et en perdant les positions acquises.

### Atomisation sociale et nouvelles fractures

Les enquêtes sociologiques enregistrent un inquiétant phénomène de coupure entre les “élites” — animateurs des syndicats et des partis, nouvelles classes moyennes et dirigeants de l’administration et de l’Etat — et le reste de la société (19). Peu à peu, la division traditionnelle en Pologne, entre partisans de l’ancien régime et anciens opposants, s’estompe devant une nouvelle division entre les profiteurs et tous les autres, qui traverse tous les anciens camps.

La faillite annoncée des entreprises provoque de nombreuses grèves. En septembre 1991, les ouvriers de la fabrique de camions Star ont empêché, après six semaines d’occupation, la liquidation immédiate de leur entreprise. Les 50 000 travailleurs de l’industrie aéronautique étaient en grève — leurs entreprises, dépendantes des échanges avec l’Union soviétique et des commandes gouvernementales, sont au bord de la faillite depuis le début de l’année. Les cheminots ont repris des grèves de la faim, comme les paysans. Mais il est rare que ces mouvements se terminent par une victoire des grévistes.

Le plus souvent, lorsque la situation est explosive, les autorités font un geste, puis tout recommence quelques semaines plus tard. Plus grave encore, le 1er septembre, la police a évacué et battu les chauffeurs de bus de Bialystok, qui occupaient le dépôt pour protester contre la liquidation de leur entreprise et la mise des transports sous la coupe des sociétés privées. Un précédent a ainsi été créé sans qu’une vague de solidarité ne submerge les matraqueurs — les membres du conseil municipal qui ont appelé la police se

trouvaient être des actionnaires de nouvelles entreprises de transport privé.

Pourtant, si les grèves, dirigées de fait contre la politique du nouveau gouvernement, se multiplient et se durcissent, le ressentiment des travailleurs ne trouve pas d’expression politique. La quasi-totalité des organisations issues de la lutte de Solidarité est, en effet, sous la coupe des partisans de l’orientation pro-capitaliste. Le syndicat Solidarité lui-même semble divisé entre son appareil, dont la grande majorité est encore acquis au régime de Lech Walesa, et sa base, inactive et atomisée.

### Pas d’alternative

Une telle situation permet aux organisations issues de l’ancien régime, paradoxalement épurées par le processus de transition au capitalisme d’une bonne partie des arrivistes, à apparaître comme un recours potentiel. Dans les entreprises, les deux principaux syndicats — ceux liés à la centrale OPZZ, constituée à l’abri de l’état de guerre, et ceux de Solidarité, issus de la clandestinité — font aujourd’hui jeu égal aux yeux des travailleurs. Et il est de plus en plus fréquent qu’ils se retrouvent côte-à-côte (mais pas — encore ? — bras dessous-bras dessus !) dans les luttes.

Au sein de la Diète, des députés issus de Solidarité et penchant à gauche votent parfois avec ceux de la Social-Démocratie (20). Au point que cette dernière — issue d’une tradition qui excluait a priori l’existence d’une gauche qui ne lui soit pas soumise — parle aujourd’hui de la nécessaire coopération entre « la gauche post-POUP [le Parti ouvrier unifié polonais, ex-PC] » et « la gauche post-Solidarité ».

Dans les élections à venir, il est malheureusement peu probable que la voix de la gauche issue de Solidarité, éclatée en plusieurs mouvements et faible du point de vue organisationnel, se fasse entendre dans le concert des dizaines de groupuscules, dont certains peuvent compter sur le financement de la nouvelle clientèle

bourgeoise. Pourtant, les sondages (21) laissent entendre que les organisations de gauche issues de Solidarité — Solidarité du travail (SP) dirigée par Karol Modzelewski (22) et, dans une moindre mesure, le Mouvement démocrate-social (RDS) de l’ex-dirigeant de Solidarité Zbigniew Bujak — peuvent espérer rencontrer un petit écho.

Les listes présentées par les deux syndicats issus de la tradition du syndicalisme clandestin — celle de Solidarité et celle de Solidarité 80 — peuvent, à certains endroits, refléter une volonté de prise de distance des travailleurs vis-à-vis de la politique menée jusqu’à présent. Ces deux regroupements sont cependant très hétérogènes et, dans certaines régions, ils ont formé des blocs électoraux avec des organisations réactionnaires (23).

En l’absence d’une alternative crédible, le combat pour le futur gouvernement se déroulera sans doute entre l’Union démocratique, dirigée par l’ex-Premier ministre Tadeusz Mazowiecki, et les forces regroupées autour du président Lech Walesa (Congrès libéral-démocrate, Action électorale catholique et Union du centre). Ces deux conglomerats ont en commun de partager l’essentiel de la politique économique menée depuis deux ans. Les deux portent la responsabilité principale de la crise actuelle.

Faut-il, dans ces conditions, s’étonner du manque d’intérêt de la population pour les joutes électorales à venir ?

Le début de la transition au capitalisme a provoqué une crise intense, à la fois économique, sociale et morale. Mais, faute d’alternative actuellement crédible, le retour au capitalisme se poursuit. La campagne électorale en cours ne semble pas devoir en modifier les données. ★

9 octobre 1991

16) Ce dernier a envoyé en juin un de ses proches à Washington pour s’enquérir des réactions américaines s’il décidait de recourir aux lois d’exception.

17) Ce parti, qui emploie les classiques recettes populistes réactionnaires, vient de se faire interdire de fait la participation aux élections, car, dans une majorité de régions, les signatures qu’il prétendait avoir recueillies ont été considérées comme fausses.

18) Les mauvaises langues disent que la commission électorale ne s’est pas donnée la peine de vérifier aussi bien d’autres listes. Le parti X apparaît ainsi comme le seul exclu de la joute électorale ce qu’il ne manquera pas de mettre en valeur dans l’avenir.

19) Le Congrès libéral-démocrate du Premier ministre Jan Krzysztof Bielecki comptait environ 300 membres lorsque son chef a pris les rênes du gouvernement. — il prétend aujourd’hui en compter 2 000.

19) Voir *Inprecor* n° 334 du 18 juillet 1991.

20) SDRP (Social-démocratie de la République polonaise) a été fondé par les anciens du Parti ouvrier unifié polonais (le parti stalinien au pouvoir durant les quatre décennies précédentes) au début 1990. Le dirigeant de la Social-démocratie, Aleksander Kwasniewski, a déclaré à l’hebdomadaire *Polityka* (n°40 du 5 octobre 1991) que son parti considérerait comme un succès l’obtention de 10 % de suffrages exprimés.

21) Dont il faut dénoncer le manque de fiabilité.

22) Les listes de Solidarité du travail regroupent également des militants du Parti socialiste polonais (PPS) et, à Wrocław, ceux du MKK — tendance de gauche de Solidarité au niveau de la ville — et du Centre politique socialiste (SOP) qui s’identifie à la IVe Internationale.

23) Ainsi, à Wrocław, la liste de Solidarité a passé un accord de partage des restes avec l’Action électorale catholique et l’Union du centre.

# Les réformes ne sont pas de velours

De tous les pays d'Europe orientale, la Tchécoslovaquie semblait le plus à même de réussir la transition vers une économie de marché, selon de nombreux observateurs. Sa structure économique est plus forte que d'autres et elle n'est pas grevée par une dette importante. Mais, même la Tchécoslovaquie est confrontée à d'importants problèmes économiques qui résultent à la fois de pressions extérieures et des politiques du gouvernement. Les résultats du premier semestre 1991 sont révélateurs.

Peter ANEAR



UN RAPPORT sur le développement économique et social, publié par l'Institut des statistiques gouvernementales, explique que la transition tchécoslovaque vers l'économie de marché a été

sérieusement affectée par l'effondrement des marchés d'Union soviétique et de l'ancien bloc de l'Est. Cela est vrai, mais n'explique pas tout. Les capacités de l'économie se sont aussi sérieusement contractées. Selon ce rapport, en comparaison avec le premier semestre 1990, le revenu national réel a chuté de 13,8 % et le Produit national brut (PNB) de 9,2 % ; la banque d'Etat s'attend à ce que leur baisse globale soit respectivement de 18 et 16 % pour 1991.

Dans ce déclin général, il est possible d'identifier certaines tendances principales. Les prix ont énormément augmenté à la suite de l'instauration de la convertibilité de la monnaie en janvier 1991, c'est-à-dire le commerce direct entre les entreprises au lieu des allocations des ministères, et la fin des subventions à ces premières. Cela a eu pour conséquence une chute des revenus réels et une contraction de la demande, surtout de celle des produits alimentaires. Tout cela a provoqué de très importants surplus agricoles, surtout de produits laitiers, d'œufs, de viande de bœuf, entraînant des pertes importantes pour certains collectifs agricoles.

La crise de l'agriculture a été à l'origine du mécontentement des paysans et des collectifs qui ne peuvent pas trouver

un marché pour leur production. En réponse, le gouvernement a temporairement reculé sur ces plans de réforme du secteur agricole et établi un "fonds de régulation du marché" pour subventionner les exportations et acheter des surplus. Généralement, toute l'agriculture est collectivisée ou nationalisée ; elle est raisonnablement efficace. La législation visant à réintroduire la propriété privée de la terre n'est pas passée au Parlement, malgré plusieurs tentatives. En provoquant une crise agricole, la politique du gouvernement aide sans doute la campagne qui est faite contre les coopératives.

## Les prix flambent

Ces problèmes économiques ont été aggravés par la politique fiscale et monétaire drastique du gouvernement. Les gouvernements fédéraux, tchèque et slovaque réunis disposent actuellement d'un excédent de budget d'environ 560 millions de dollars, et les taux d'intérêts restent élevés. Cela est dû au fait que la stabilité de la monnaie, l'efficacité industrielle et la gestion de la concurrence agricole sont toutes fondamentales pour une intégration future de la Tchécoslovaquie à la Communauté économique européenne (CEE).

L'Institut des statistiques révèle que la période initiale de transformation de l'économie (après les réformes de janvier 1991) a eu un impact social "négatif". Les prix à la consommation ont augmenté de 49,2 %, entre décembre 1990 et juin 1991, et le revenu réel a chuté de 28,2 % par rapport au premier semestre 1990.

Un rapport préliminaire du Bureau fédéral des statistiques montre que les prix des produits alimentaires ont augmenté de 27,7 %, et ceux de tous les autres produits

de 67,4 % en moyenne, durant les six derniers mois ; mais ce rapport prévoyait que l'augmentation rapide des prix à la consommation s'arrêterait totalement en juillet. Alors que la valeur totale des ventes de détail, de janvier à fin juillet 1991, a augmenté de 3 % par rapport à la même période de l'an dernier, son volume a diminué de 45 %. Les gens ont continué à dépenser leur revenu disponible, mais l'importante hausse des prix a rendu la consommation moins aisée. De plus, la dépréciation de la monnaie a signifié que des années d'épargnes ont souvent fondu d'une semaine à l'autre.

Le niveau de vie a chuté. Selon le Bureau des statistiques, le chômage touchait 4,6 % de la population active en juillet, cela représente 363 700 chômeurs au niveau fédéral — 165 000 dans la République tchèque (sur 10,3 millions d'habitants) et 197 000 dans la République slovaque (sur 5,3 millions d'habitants). Fin juillet 1991, il y avait 44 800 emplois vacants, surtout dans le secteur industriel.

La privatisation ne résoudra pas tous ces problèmes. Le projet de privatisation le plus significatif du gouvernement est la vente de l'entreprise automobile Skoda à la firme allemande Volkswagen, qui s'était engagée à augmenter la production à 400 000 unités par an. Le 30 août 1991, le vice-président de Skoda-Volkswagen, Volkhard Koehler, a annoncé que la compagnie baisserait immédiatement sa production de 930 à 670 voitures par jour avec, comme conséquence, la réduction de la semaine de travail de cinq à quatre jours, à partir de septembre.

Koehler a déclaré que ces réductions étaient motivées par la faiblesse des ventes du principal modèle, la Favorite ; il a annoncé qu'à la fin août, les ventes en Tchécoslovaquie même n'avaient été que de 30 000, contre 123 000 pour 1990, et il a prévu que les mêmes taux de ventes peu élevés continueraient durant tout 1992, bien que les exportations aient été bonnes. Même si Volkswagen assure le contraire, des rumeurs circulent selon lesquelles cette compagnie utiliserait l'usine de Mlada Boleslav en Tchécoslovaquie pour produire des composants moins cher pour ses industries allemandes, en profitant du coût peu élevé de la main-d'œuvre.

Selon la Banque d'Etat tchécoslovaque, le flux de capital étranger pourrait atteindre 600 millions de dollars en 1991, soit 50 % de moins que les prévisions. La majeure partie des 400 millions investis pour l'instant cette année provient de Volkswagen.

Pendant ce temps, le programme de privatisations du gouvernement avance à pas lents. Le 20 août 1991, le ministre

tchèque de la privatisation, Tomas Jezek, a annoncé que la plus grande difficulté réside dans la coordination de la privatisation des entreprises d'Etat, à partir de la vente de coupons, en termes de calendrier et de logistique, avec l'approche plus classique des ventes aux enchères ou directes. Le ministre fédéral des Finances, Vaclav Klaus, a attaqué le ministre tchèque pour "sabotage" du programme.

### Petites et grandes privatisations

La valeur totale des entreprises d'Etat à privatiser, en utilisant la méthode des coupons au sein du programme gouvernemental de "grande privatisation" (où chaque individu recevra des coupons, ou des parts d'une valeur de 2 000 couronnes), s'élèvera à 4 667 millions de dollars dans la République tchèque et à 2 333 millions de dollars en Slovaquie.

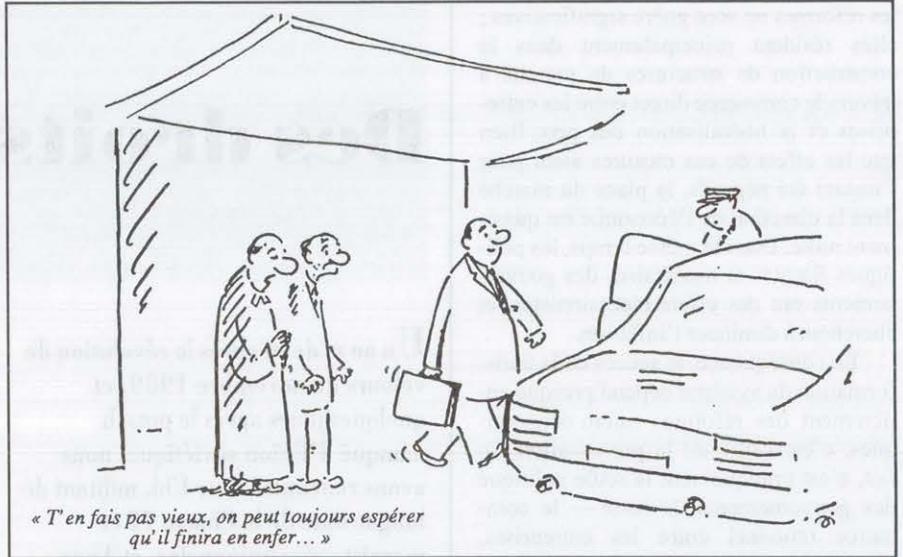
Vers la fin août 1991, le ministère tchèque de la privatisation a sélectionné toutes les entreprises à privatiser de cette manière dans la République tchèque ; le 1er novembre 1991, elles doivent soumettre des plans pour leur propre privatisation. Dans cette première phase, le ministre tchèque évaluera les plans de chacune des 2 490 entreprises.

Le 15 août, 7 058 magasins de détail de la République tchèque ont été vendus aux enchères, pour un montant total de 190 millions dans le processus de la "petite privatisation", et 8 723 unités sélectionnées n'ont pas été vendues. Le ministère tchèque a reçu 50 000 réclamations d'individus qui veulent récupérer leurs propriétés privées, nationalisées après 1948.

Le problème sous-jacent de l'économie tchécoslovaque est le déclin de la production, qui a frappé tous les secteurs de production durant le premier semestre.

La production industrielle a chuté de 14,3 % — les baisses les plus notables ont eu lieu dans l'industrie textile (- 33 %), l'énergie électrique (- 29,9 %) et la métallurgie non ferreuse (- 29,5 %). La production de l'industrie de la construction a chuté de 25,5 % ; on a commencé à construire 7 755 appartements cette année, soit 82,6 % de moins qu'en 1990 à la même époque. Le transport ferroviaire a diminué de 22,1 % durant la même période, et le transport fluvial de 22 %.

Reflétant le marasme agricole, les achats de bétail ont chuté de 19,9 %, ceux de lait de 12,8 % et ceux des œufs de 6,8 %. Le ministre de l'Agriculture slovaque, Jozef Krsek, a annoncé en août que les problèmes persistants de l'agriculture de sa République venaient du fait que la libéralisation des prix n'avait pas pris en



compte les surplus de 1990. Krsek a dit que, durant la première moitié de 1991, la consommation de bœuf en Slovaquie avait chuté de 27 %, celle de lait de 30 %, et celle de farine de blé de 460 000 tonnes.

Mettant l'accent sur l'importance croissante de la non-solvabilité des entreprises agricoles, Krsek a annoncé que 163 des 907 coopératives agricoles de Slovaquie ont été déficitaires en 1990. La Slovaquie va faire face à ce problème en accordant des subventions aux producteurs de viande de bœuf, en subventionnant les exportations de produits laitiers, en protégeant le marché local et en révisant les taux de crédit et la politique des prix. Or, tout cela va à l'encontre de la politique économique de la CEE.

Le quotidien économique et politique *Hospodarske Noviny* (*Les Nouvelles Economiques*) a attiré l'attention sur le problème croissant de la banqueroute des entreprises industrielles, accélérée par-dessus tout par l'incapacité de ces sociétés à régler leurs dettes mutuelles — auparavant le ministère soldait les comptes à la fin de la période fiscale et attribuait des subventions, mais ce n'est plus le cas. Selon le ministre tchèque de l'Industrie, alors que la valeur totale de la dette de la République, en janvier 1991, était de 1 067 millions de dollars, elle a atteint presque 2 600 millions de dollars à la fin juin.

Il est de plus en plus clair que la construction d'une nouvelle économie passera par la destruction de l'ancienne. L'industrie tchécoslovaque est tout simplement cassée ; les investissements dans l'économie nationale ont baissé de 28,3 % durant le premier semestre 1991. Cela a eu comme conséquence une chute de 14,3 % de la productivité du travail dans les entreprises de plus de 100 employés, par rapport au premier semestre 1990.

Une efficacité et une compétitivité plus grandes seront cependant les clés de la réorientation du commerce de l'Est vers l'Ouest, et le but principal des politiques gouvernementales. Actuellement, les fournisseurs tchécoslovaques gagnent de nouveaux marchés à l'Ouest uniquement parce que leurs coûts sont moins élevés. Ainsi, les salaires de la plus grande usine de production d'acier du pays sont six fois moins élevés que ceux d'Europe occidentale. Mais que se passera-t-il quand les salaires augmenteront ?

### Comment devenir "occidental" ?

Le déficit du commerce extérieur au premier semestre 1991 a été plus bas que prévu (330 millions de dollars). Un surplus de 210 millions de dollars a été enregistré dans le commerce avec les "pays avancés", contre un déficit de 630 millions de dollars avec les anciens pays de l'Est. Cela pourrait signifier que la Tchécoslovaquie exporte des produits finis vers l'Ouest à des prix relativement élevés, tout en troquant ou en important des matières premières depuis l'Est à des prix relativement bas. Mais combien de temps cela pourra-t-il durer ?

Le plus grand fournisseur de la Tchécoslovaquie reste l'Union soviétique (35 % de toutes les importations), surtout en pétrole, suivie par l'Allemagne, avec 18 %. A contrario, les exportations se dirigent maintenant en premier lieu vers l'Allemagne (24,6 %) puis vers l'URSS (19,3 %).

Au vu des données économiques disponibles aujourd'hui en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays de l'Est, on peut tirer quelques premières conclusions sur la nature et le cours probable des réformes économiques dans la région. Tout d'abord, en termes de macro-économie,

# Des droits pour tous

**Un an et demi après la révolution de velours de novembre 1989, et quelques jours après le putsch manqué d'Union soviétique, nous avons rencontré Petr Uhl, militant de longue date de la Charte 77 et marxiste révolutionnaire, et Anna Sabatova qui travaille au ministère tchèque des Affaires sociales.**

**INPRECOR :** *Quel est le rôle du président Vaclav Havel dans la vie politique du pays ?*

**Petr UHL :** La Tchécoslovaquie n'a pas un système présidentiel. Cependant Havel intervient beaucoup trop dans la vie politique. Chaque semaine, il parle à la radio, et donne son point de vue sur différents sujets ; étant donnée son énorme autorité morale, cela pèse.

Mais ses ingérences entraînent aussi une chute de sa popularité, parce qu'il ne reste pas au-dessus de la mêlée — il ne dit pas clairement qui il soutient, mais ses propos sont clairs. Il est plus favorable au Mouvement civique [le centre], qu'au Parti démocratique civique de Klaus [le centre-droit]. Cependant, chaque fois qu'il a essayé d'accroître son pouvoir formel, le Parlement a refusé. Notre système ressemble plus à celui de l'Allemagne, de l'Autriche ou de l'Italie qu'à celui de la France ou des Etats-Unis.

**◆ Est-ce que le système politique fonctionne en Tchécoslovaquie ? Quand des lois sont votées, sont-elles réellement appliquées ?**

**P. U. :** En général, oui. Cependant, dans de nouveaux secteurs économiques, comme celui des affaires, les lois, quand elles existent, sont souvent contournées.

Une loi nécessite un délai qui va de trois à six mois pour entrer en vigueur ; le pays n'est donc pas dirigé par décrets !

Différentes instances peuvent proposer une loi — un député, le gouvernement fédéral, les gouvernements tchèque ou slovaque et le président. Ensuite, il y a une enquête, des commissions parlemen-

taires sont mises sur pied et la proposition de loi revient au Parlement qui doit en discuter, l'amender et la voter.

Les lois politiques et le Code pénal sont plus ou moins respectés, mais, dans certains cas, les tribunaux traînent des pieds, surtout quand il s'agit de réhabilitations, soit parce qu'il sont surchargés de travail, soit parce que les procureurs étaient liés avec l'ancien régime. Une pression constante d'en haut et de l'opinion publique est donc nécessaire.

**◆ En Union soviétique, Boris Eltsine a fêté sa victoire après l'échec du coup de force, en suspendant les activités du Parti communiste russe, en saisissant ses biens et en fermant plusieurs journaux.**

*Y a-t-il eu une vague anticommuniste de ce genre en Tchécoslovaquie ? Que pensez-vous des condamnations judiciaires ou des vengeances qui frappent les actuels ou les anciens membres du Parti communiste et les partisans de l'ancien régime ?*

**Anna SABATOVA :** Ici, certains secteurs de la population ont également demandé la mise hors la loi du Parti communiste.

**P. U. :** Ils voulaient que l'on qualifie l'idéologie communiste de criminelle. L'Assemblée fédérale a adopté un texte dénonçant l'idéologie communiste comme "criminelle et discréditée", mais elle a refusé de voter une loi sur les quarante dernières années. Au Parlement, il y a eu beaucoup d'affrontements sur ce texte mais la droite n'est pas assez forte pour introduire des lois qui aillent contre les droits de l'homme. Face à cela, nous avons surtout expliqué que ce genre de lois étaient contraires aux normes européennes des droits de l'homme et à la Charte des droits et des libertés élémentaires, alors que tout le monde s'accorde à dire que la Tchécoslovaquie fait partie intégrante de l'Europe.

On entend souvent des gens dire : « Il y a trois sortes de communistes. Ceux d'aujourd'hui, qui malheureusement représentent encore 15 % de la population,

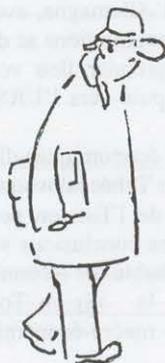
les réformes ne sont guère significatives ; elles résident principalement dans la construction de structures de marché à travers le commerce direct entre les entreprises et la libéralisation des prix. Bien que les effets de ces mesures aient pour l'instant été négatifs, la place du marché dans la direction de l'économie est quasiment nulle. Dans le même temps, les politiques fiscales et monétaires des gouvernements ont des effets récessionnistes, et cherchent à diminuer l'inflation.

En conséquence, le succès de la transformation du système dépend presque entièrement des réformes micro-économiques, c'est-à-dire de la privatisation. En fait, c'est pratiquement la seule politique des gouvernements, le reste — le commerce rationnel entre les entreprises, l'importation de capital étranger, et les relations de commerce extérieurs — en dépend. L'objectif du processus de privatisation est, bien sûr, de créer une classe capitaliste capable de fonctionner, préalable à toutes les réformes plus profondes.

Mais l'étendue limitée et le cours lent de la privatisation, qui, selon les plans actuels, touchera moins de 20 % de l'économie de toute l'Europe centrale et orientale (sauf l'ancienne RDA) pendant longtemps, ce qui signifie que ces économies resteront majoritairement aux mains de l'Etat pendant des décennies. Mais ces économies étatiques coexisteront probablement avec des d'ilôts appartenant à l'étranger, très profitables grâce aux bas salaires des industries modernes dans une mer d'arriération.

La réalité va à l'encontre des désirs du ministre des Finances néolibéral tchécoslovaque, Vaclav Klaus. Si le Parti démocratique civique de Klaus (voir l'article ci-contre) gagne les élections fédérales de juin 1992, la politique économique prendra des contours proches de celle de Bismarck. Si les effets sociaux et économiques de la réforme tchécoslovaque ne semblent pas si mauvais pour l'instant, c'est tout simplement parce que les vraies réformes n'ont pas commencé. ★

Prague, septembre 1991



qui sont au Parlement et qui ont un parti constitutionnel et parlementaire. Ceux d'hier qui ont jeté leur carte du Parti juste après novembre 1989 et qui sont plus dangereux parce qu'ils ont tourné leur veste. Et, enfin, les pires, les communistes d'avant-hier, ceux de 1968. Ils croient encore à une idéologie communiste réformée et continuent à chercher une troisième voie entre le socialisme et le capitalisme. » Il y a beaucoup de gens de cette troisième catégorie au gouvernement, ce qui est source de tensions. Nous attendons toujours la nouvelle loi sur l'enquête dans les dossiers de la police secrète — pour faire toute la lumière.

Cela a aussi un rapport avec la loi du *Berufsverbot* (interdit professionnel), selon laquelle des personnes ayant occupé certaines fonctions sous l'ancien régime seraient hors-la-loi pendant une période de quatre ans et ne pourraient pas exercer certaines fonctions ; cela signifierait aussi qu'une personne qui aurait travaillé pour la police secrète et qui aurait causé du tort à quelqu'un ne pourrait pas occuper de postes dans l'administration, et que si elle se présentait aux élections, les électeurs auraient le droit de connaître son passé.

Il y a différentes approches de cette question — celle de la responsabilité individuelle et celle de la responsabilité collective. La proposition qui a été faite, de publier les noms de tous ceux qui ont travaillé pour la police secrète dans une sorte d'annuaire, va d'en ce sens — cependant, je ne crois pas qu'elle se concrétise. L'affaire Kavan (1) a beaucoup agité le Parlement sur la question.

**A. S.** : Le Conseil national tchèque [le gouvernement tchèque, ndlr] a mis sur pied une commission pour contrôler les changements de personnel administratif, qui a élaboré un questionnaire, envoyé à tous les fonctionnaires ministérielles. La question suivante leur était, entre autres, posée : « Avez-vous été membre d'une organisation sociale, pendant quelle période et laquelle ? » ; « Quand avez-vous voyagé et où ? » — ce qui signifie, en clair, avez-vous effectué un séjour en Union soviétique.

Ce questionnaire est parvenu au ministère des Affaires sociales, accompagné d'une note demandant à tous les employés de le remplir. J'ai alors écrit une lettre ouverte au président de la commission gouvernementale, Vaclav Zak, en signalant toutes les violations de la loi du travail et de la Convention des droits de l'homme que comportait ce questionnaire.

Cette procédure permet, entre autres, à des personnes extérieures au ministère de faire pression sur celui-ci pour qu'il

congédie des salariés. Ma lettre ouverte n'a été publiée que par *Rude Pravo* (le journal de l'ancien PC) et par la CTK (l'agence de presse officielle). Mais la commission a finalement abandonné les points illégaux.

**P. U.** : J'en conclus qu'ici, si l'on proteste contre des injustices on peut gagner ! Cela peut sembler anecdotique, mais c'est important. En Tchécoslovaquie, la révolution n'a pas eu lieu parce que l'économie s'écroulait, mais pour défendre les droits démocratiques des individus. Et cela doit s'appliquer à tous les Tchécoslovaques, pas seulement aux vainqueurs. Il devrait y avoir des lois protégeant les droits de l'homme et elles devraient être appliquées ; un point c'est tout.

**A. S.** : Certains sont mécontents de la situation actuelle et veulent se venger, mais c'est inacceptable.

◆ *Qu'en est-il de la restitution des propriétés nationalisées après 1948 ?*

**A. S.** : Je ne pense pas que ces propriétés devraient être restituées. Je sais bien que beaucoup de gens ont souffert d'injustices dans les années 50, et notamment des petits propriétaires. Mais, quarante ans après, il n'est pas possible de revenir en arrière en rendant les propriétés.

Cela entraînerait de nouveaux conflits avec des répercussions sociales, par exemple, dans le domaine de la santé ou de l'éducation.

**P. U.** : J'ai soutenu certaines petites restitutions, surtout celles concernant des gens dont les petites propriétés — des restaurants, des magasins, des maisons — avaient été confisqués et qui s'étaient, en plus, retrouvés en prison. Mais j'ai voté contre le fait que les propriétaires soient restituées aux frères ou aux sœurs des personnes expropriées. Cela ne devrait que s'appliquer qu'aux individus ou à leurs enfants.

**A. S.** : Le droit de récupérer ses anciennes propriétés a été accordé de façon trop large. Les membres des fermes collectives ont toujours eu légalement le droit de retourner sur leurs terres. Seulement une petite proportion de la terre a été confisquée illégalement — la plupart des paysans ont subi des pressions pour qu'ils aillent dans des propriétés collectives ; mais la terre appartenait au collectif et pas à l'Etat.

**P. U.** : Les tentatives de redresser de vieux abus dans ce domaine conduisent à

de nouvelles erreurs. Il est très difficile de trancher. Cela concerne ceux qui déposent une réclamation — pour lesquels ce n'est pas toujours facile — mais aussi ceux qui vont perdre quelque chose à cause de cette réclamation.

**A. S.** : Ainsi, nous ne savons pas pour l'instant si la maison où nous habitons passera sous contrôle de l'administration locale ou si elle appartient à quelqu'un qui va en réclamer la propriété.

◆ *Quelles ont été, en Tchécoslovaquie, les réactions au récent coup de force en Union soviétique ?*

**A. S.** : Les gens se sentaient très concernés par les risques de voir les putschistes l'emporter. On trouvait aussi la crainte de voir ce conflit dégénérer en guerre civile — danger qui n'est pas à écarter.

J'ai une haute opinion d'Eltsine. Il a appelé les gens à respecter et à défendre les organes légalement élus et a déclaré que les putschistes étaient des hors-la-loi. C'était très courageux, dans une situation où les forces démocratiques n'étaient pas bien organisées. Mais il a aussi été primordial que des gens répondent à son appel : sans cela, les actes d'Eltsine auraient été inutiles.

**P. U.** : En Tchécoslovaquie, les gens craignaient surtout deux choses : d'une part, une vague d'immigration venue de l'Est ; de l'autre, l'impact négatif de la crise économique en Union soviétique — dont la Tchécoslovaquie dépend pour ses matières premières. Mais les gens ne semblaient pas avoir peur que des événements similaires surviennent en Tchécoslovaquie.

La droite a utilisé ces événements — après son échec — pour lancer une nouvelle campagne contre les communistes et contre l'idéologie communiste, en demandant la révocation des responsables de la télévision, de la radio ou encore de l'agence de presse CTK. ★

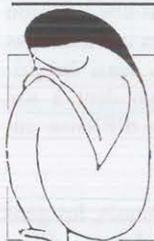
Propos recueillis par Colin Meade  
Septembre 1991

1) Jan Kavan est actuellement député au Parlement fédéral. Dans les années 70 et 80, il dirigeait l'agence de presse *Palach*, basée à Londres, qui recueillait le matériel produit par les mouvements dissidents et informait sur la situation des droits de l'homme. Il organisait aussi l'entrée de littérature interdite en Tchécoslovaquie. Il a été accusé d'avoir travaillé pour la police secrète par la commission d'enquête officielle. Il rejette vigoureusement ces accusations, qui sont basées sur des preuves très ambiguës. Ce cas a soulevé de nombreuses questions quant aux procédures employées pour faire la lumière sur le passé.

# Les femmes et l'Intifada

Le commencement de l'Intifada, en décembre 1987, a été marqué par l'entrée en action de nouveaux acteurs, dans le combat du peuple palestinien : les jeunes et les femmes. Partie prenante du combat dans les territoires occupés, les femmes palestiniennes se sont de plus en plus investies, bousculant l'organisation traditionnelle de la société palestinienne. Le développement du mouvement fondamentaliste et le poids des traditions les conduisent de plus en plus à s'organiser de façon autonome, et à dénoncer les crimes dont elles sont victimes. Nous publions un article de Lashar Khalife, extrait du journal *El Fanar (Le Phare)*, du groupe féministe palestinien de Haïfa.

## DOCUMENT



ON PEUT distinguer deux étapes importantes dans les changements intervenus au niveau du statut des femmes palestiniennes en Cisjordanie et à Gaza.

La première période commence avec le déclenchement de l'Intifada, en décembre 1987, et se poursuit tout au long de la première année de ce mouvement.

Les trois premiers mois de l'Intifada ont été caractérisés par une vague de mobilisation populaire spontanée et massive, touchant des couches sociales qui ne participaient guère auparavant à l'action et à la lutte politique : les femmes, les ouvriers, les paysans, les habitants des camps de réfugiés, etc. Cette participation s'est traduite par l'auto-organisation des masses dans le cadre des comités populaires chargés de la gestion de la vie quotidienne et de la défense de leurs intérêts qui exprimaient la volonté de ce secteur de s'émanciper, de prendre leurs affaires en main et d'établir une nouvelle échelle de valeurs morales.

Les femmes se sont opposées à plusieurs reprises aux traditions et aux coutumes patriarcales, qui les cantonnent à un rôle de créatures passives et faibles, dont la tâche essentielle doit être le soin des enfants et du conjoint, la maison, etc.

Avec l'Intifada, les femmes palestiniennes ont commencé à participer pleinement à tous les domaines de l'action politique, franchissant ainsi les murailles

des traditions patriarcales, en prenant part à des tâches non traditionnelles assumées jusque là par les hommes (participation et prise en charge de responsabilités de direction, comités de garde, etc.).

### L'ordre traditionnel bouleversé

Au bout de trois mois, lorsque les comités populaires ont été soumis aux différentes factions politiques, la mobilisation des femmes s'est malgré tout poursuivie, mais avec une certaine régression, marquée par le retour des femmes à leurs fonctions traditionnelles. Leur activité dans les comités populaires et les comités de quartier s'est alors vue réduite à l'enseignement et à l'économie ménagère ; les femmes ne gardaient plus aucune place dans les comités de vigilance et dans la constitution de ce que l'on appela plus tard l'Armée populaire (1).

On peut résumer ainsi les acquis de cette première période de l'Intifada : émergence de cadres organisationnels populaires à l'initiative de la population, qui ont permis une participation large ; émergence d'une nouvelle échelle de valeurs qui a favorisé la participation des femmes à des domaines non-traditionnels et, en conséquence, reflux de nombreuses attitudes traditionnelles ; affaiblissement du pouvoir absolu du père, de la domination des frères sur les sœurs et apparition de relations plus démocratiques au sein de la famille ; début de dépérissement de la fidélité à la famille au profit de la fidélité nationale ; dislocation de l'ordre social en vigueur avant l'Intifada.

La deuxième étape de la radicalisation

des femmes dans les territoires occupés date environ de la fin de la première année de l'Intifada et plus précisément de l'interdiction des comités populaires, en juillet 1988. La lutte s'est alors déplacée de la mobilisation populaire générale à la clandestinité (2), réservée aux cadres et aux factions politiques essentielles ; des groupes spécialisés dans certaines formes de lutte (les jets de pierres) ont fait leur apparition (3). Cela a provoqué un phénomène social et politique lourd de dangers : la glorification de la militarisation sous toutes ses formes en lieu et place de la mobilisation populaire.

### La "culture du voile"

La baisse de cette mobilisation a évidemment entraîné une régression nette de la participation des femmes, marginalisant leur rôle et faisant reculer l'évolution démocratique survenue avec le début de l'Intifada.

Un des aspects de ce reflux a été l'apparition de la "culture de l'Intifada", caractérisée par l'austérité des comportements — interdiction des fêtes et des activités de loisir, réduites à la télévision. Ces normes de conduite toucheront évidemment les femmes — qui subiront le contrôle des comportements et du mode vestimentaire.

Enfin, ce que nous pourrions appeler la "culture du voile" (4) est apparue ; elle correspond à un recul social dangereux de cette étape de l'Intifada, qui a fait régresser les femmes et a renforcé leur isolement social et politique. Cette émergence de la "culture du voile" est aussi due au respect montré de la direction politique, toutes tendances confondues, vis-à-vis des traditions et coutumes réactionnaires et à son incapacité à imposer un programme politique et social érigeant en nécessité le changement démocratique des structures sociales, dans toutes les couches sociales et parmi les franges réprimées, condition incontournable pour la véritable émancipation nationale.

Cette incapacité a contribué à laisser le champ libre au mouvement fondamentaliste et à son idéologie intégriste — il a un programme social et politique clair, qui est devenu une alternative face à l'inconsistance, voire l'inexistence, du mouvement national laïc et du mouvement de masse.

Les femmes étant un pilier de l'ordre patriarcal traditionnel, le mouvement fon-

1) Rima Hammani, *L'Intifada et la question féminine*. Congrès : "La participation de la femme palestinienne à l'Intifada", Centre Bissan de recherches et de développement, Ramallah, 1991.

2) *Ibidem*.

3) *Ibidem*.

4) *Ibidem*.

damentaliste a compris que lorsque la conscience de ces dernières évolue grâce à la lutte, elles deviennent des éléments véritablement révolutionnaires, des bombes à retardement.

Les intégristes sont conscients de l'énergie des femmes et de la menace qu'elles font peser sur l'ordre ancien et rétrograde. Ils ont lancé une campagne virulente pour les exclure de la vie sociale et politique et les reléguer aux oubliettes du ménage et du foyer, en lançant des appels à contrôler la conduite des femmes dans la famille, à leur interdire de se mêler aux hommes, à proscrire toute permissivité et à inciter au renforcement du pouvoir du chef de famille (son contrôle sur les comportements, son droit à la contrainte, à la coercition et à l'usage de la violence).

Le mouvement fondamentaliste a élargi son influence en appelant à porter le voile, présentant cela comme un devoir national — la preuve du respect pour les martyrs.

### L'offensive du mouvement fondamentaliste

Le port du voile a été officiellement imposé à Gaza à l'été 1988, par des mots d'ordre et des communiqués, ainsi que par l'utilisation de méthodes de terreur, des agressions physiques perpétrées par des groupes d'enfants et d'adolescents contre les femmes qui s'y refusaient.

Ce recul de la deuxième période de l'Intifada peut être illustré par plusieurs phénomènes : diminution de la participation populaire en général, et des femmes en particulier, à l'action politique — seule une petite frange de femmes politisées et organisées a continué ; le nombre des mariages précoces s'est accru et l'âge du mariage a baissé de 21 ans avant l'Intifada à 17 ans ; désertion des écoles primaires, secondaires et des universités pour plusieurs raisons — entre autres, la fermeture de ces établissements —, mais aussi à cause des mariages précoces et du manque d'aide familiale ; mesures d'encouragement à la maternité (5) ; imposition par la terreur du port du voile ; renforcement de l'organisation familiale et du rôle de la maternité au détriment de l'organisation politique des femmes (6). ★

Septembre 1991

5) Fathia Nasra, *L'Intifada et la question féminine*. Congrès : "Rapport sur l'activité de la femme et l'enseignement". Centre Bissan de recherches et de développement, Ramallah, 1991.

6) Islah Ahd El Jaouad, *L'Intifada et la question féminine*. Congrès : "Les rapports sociaux dans la famille pendant l'Intifada". Centre Bissan de recherches et de développement, Ramallah, 1991.

# Traditions et crimes contre les femmes

*Inprecor* a rencontré Mana Hassan, fondatrice du groupe féministe El Fanar (Le Phare) de Haïfa, pour faire le point sur la situation des femmes dans les territoires occupés et sur son groupe.

**INPRECOR :** *Peux-tu nous présenter dans quelles circonstances vous avez créé votre groupe ?*

Mana HASSAN : El Fanar a été fondé il y a huit mois à Haïfa, c'est-à-dire en Palestine occupée depuis 1948, par cinq femmes. La condition pour être membre d'El Fanar est la participation aux réunions hebdomadaires et aux débats, ainsi que le paiement d'une cotisation. Aujourd'hui, nous sommes une vingtaine, sans compter les sympathisantes. Le groupe intervient sur Haïfa et notre projet est de créer des groupes dans les villages de Galilée, du Triangle (1) et de Nagab, ce qui suppose un grand déploiement d'énergie.

◆ *Et les raisons de sa création ?*

La fondation d'El Fanar est due à plusieurs raisons. D'abord, elle repose sur notre conviction que les femmes doivent s'organiser dans un cadre féministe autonome. Or, jusqu'alors sur la scène politique en Palestine, la majorité des organisations de femmes n'étaient pas autonomes, pire encore, elles dépendaient des partis politiques, elles n'étaient qu'une section, ou la vitrine de ces partis.

◆ *Comment ont été conçues ces organisations ?*

Lorsque ces organisations ou "partis féminins" ont été constitués, leur but n'était pas de combattre pour la libération des femmes, mais plutôt, à mon avis, de biaiser avec les us et coutumes en place qui interdisent l'adhésion des femmes à égalité avec les hommes.

Ces partis politiques ont opté pour une voie spécifique : la mise en place de ces



organisations de femmes n'a pas été une opération pouvant menacer ces traditions, mais plutôt pouvant aller de pair avec elles. D'autant plus qu'en rentrant dans les organisations, les femmes n'obtenaient pas un statut égal à celui des autres membres du parti. La femme a été intégrée dans une structure spéciale et son travail n'est pas le même que celui des autres militants. Cela répondait aussi au souhait de la part de ces partis de voir le nombre de leurs adhérents augmenter.

◆ *Ces organisations ont-elles une orientation favorable aux femmes ?*

Ces "partis de femmes" sont soumis au programme de l'organisation mère, mais les partis politiques palestiniens, y compris ceux de gauche, n'ont pas de programme social progressiste, en ce que concerne les statuts des femmes. La soumission de ces organisations au programme du parti a pour résultat leur adaptation au statu quo et non pas à une tentative d'action pour la libération des femmes.

Nous sommes convaincues de la nécessité de la construction d'une organisation féministe autonome où les femmes puissent exprimer leurs intérêts et lutter sur la base de ces seuls intérêts. Malheureusement, jusqu'à présent cela ne s'était jamais fait, les partis politiques en place ont refusé d'affronter les traditions pa-

1) L'ensemble des villages à l'Ouest de la "ligne verte", au Sud de Ouadi et au Nord de Peth Tikvah.

triarcales qui oppriment les femmes. Ils ont plutôt "fait avec" et cherchent le moyen de s'en accommoder.

◆ *Est-ce que cela signifie qu'aucun travail n'est possible avec ces organisations ?*

Non, l'un des objectifs d'El Fanar est l'action commune avec toutes les organisations de femmes en Palestine, en dépit des critiques que nos leur adressons. Nous avons tenté cela lors de la première manifestation que nous avons organisée, le 24 juin 1991, contre plusieurs cas d'assassinats de femmes appelés "crimes d'honneur", de la famille s'entend. Peu avant la manifestation, nous nous sommes adressées à l'ensemble des organisations politiques et de femmes, pour leur proposer d'y participer. Malheureusement, aucune organisation de femmes n'a répondu, pas même en envoyant une représentante. Elles ont explicitement refusé d'y participer par crainte de la "déliquescence morale" ! Nous avons évidemment répondu que lorsque nous descendions dans la rue contre ce phénomène criminel, c'était un acte moral ! Notre organisation lutte pour mettre fin aux mariages forcés, arrangés par les pères, contre la volonté de leurs filles. Ceci pour nous aussi a une portée morale !

Malheureusement, nous avons tenté d'autres démarches, lors d'une autre manifestation, à Taiebe dans le Triangle, pour protester contre l'assassinat d'une femme et une tentative de meurtre à l'encontre d'une autre, la réponse des organisations féminines et les raisons invoquées ont été les mêmes !

◆ *Quel a été l'écho de ces manifestations ?*

L'un des objectifs d'El Fanar à la première manifestation fut d'impulser un débat dans la société palestinienne sur ces assassinats, de façon spécifique, et sur le statut des femmes, de façon générale. A notre grande joie, nous avons réussi à enclencher une polémique sérieuse et positive. Pour la première fois dans l'histoire de la presse palestinienne, à la suite de la manifestation du 24 juin 1991, des articles sont parus régulièrement pendant deux mois dans tous les journaux des territoires de 48 (pas dans ceux de 69), bien entendu, ce débat a départagé deux courants, ceux qui nous soutenaient, et ceux qui nous attaquaient.

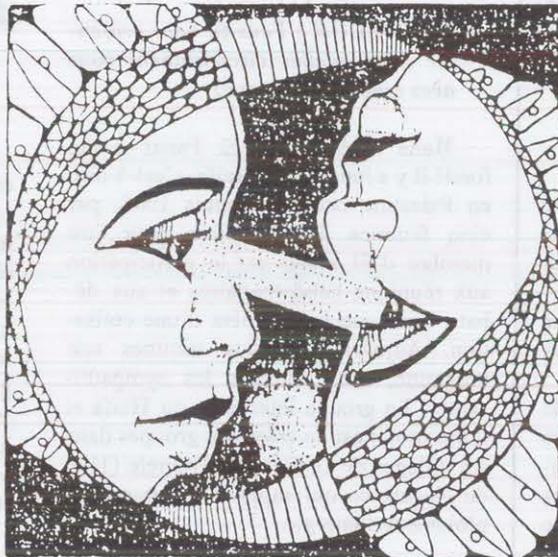
Là où nous avons réussi, c'est que nous sommes parvenues à briser le con-

sensus général sur ce tabou qu'est l'"honneur de la famille". Auparavant, le silence était total sur ce problème, comme s'il s'agissait d'une chose naturelle, qui devaient continuer. Cette fois-ci le débat a été posé clairement et publiquement.

◆ *Sur quel terrain El Fanar développe-t-il ses activités ?*

Dans son programme, El Fanar annonce qu'il luttera contre toute loi ou coutume, contre toute tradition, contre tout ce qui opprime les femmes. Les champs d'intervention d'El Fanar sont donc très étendus et diversifiés !

La situation de la femme palestinienne est très dégradée, qu'il s'agisse des femmes vivant dans les frontières de 48 ou dans ceux de 67, surtout à la suite



du contrecoup social occasionné par l'Intifada (la cause n'en est évidemment pas l'Intifada) (voir l'article en p. 24), la femme palestinienne est opprimée tant au niveau du travail, que de l'enseignement ou de la famille.

Prenons des exemples dans la famille ; je commencerai par la question de l'"honneur de la famille". En général, on tente de nier l'existence d'un tel phénomène dans la société palestinienne ; et pourtant les faits sont là : selon les statistiques, 40 femmes sont tuées chaque année pour cette raison.

Mais les statistiques ne sont pas fiables car la plupart de ces assassinats sont enregistrés comme des suicides. Une recherche a été faite dans le Nagab et a abouti à la conclusion que l'année dernière 20 femmes ont été assassinées ! Dans le Nagab uniquement, je ne parle même pas de la Galilée, du Triangle ou de Gaza...

Selon nos estimations, ce phénomène est en pleine recrudescence, à cause de la dégradation de la situation politique et économique en Palestine.

◆ *Peux-tu nous citer un autre exemple ?*

Le mariage forcé ou la contrainte au mariage des femmes et des jeunes filles contre leur gré est un autre exemple fréquent. Là-aussi nous ne disposons pas de données précises sur le pourcentage de mariages forcés. Selon nos estimations, ce pourcentage est élevé et on marie aussi bien les femmes scolarisées, voire les étudiantes, que celles qui ne savent ni lire, ni écrire.

La pression sociale qui s'exerce sur les jeunes filles est telle qu'elles se sentent totalement seules dans un univers terrifiant. Dans la société palestinienne il n'y a aucun lien, aucun centre où les femmes pourraient se réfugier. Beaucoup d'entre elles s'adressent donc à El Fanar, mais nous n'avons pas les moyens matériels de créer ce centre où nous pourrions aider les femmes, les soutenir psychologiquement, etc.

◆ *Qu'en est-il de l'âge du mariage ?*

Le mariage précoce est lié à un autre phénomène, celui de l'abandon des études par les filles, alors qu'il y a des lois à ce sujet à l'intérieur des frontières de 48. Selon la loi, l'enseignement est obligatoire, les pères sont tenus d'envoyer leurs fils et leurs filles à l'école. Cette loi n'est pas respectée dans le cas des filles : on les oblige à abandonner leurs études à l'adolescence.

◆ *Comment expliques-tu la non-application de la loi ?*

Dans ce domaine, nous pensons qu'il y a une collusion entre les autorités et les us et coutumes patriarcales de notre société. Or, la loi doit être appliquée. Les autorités ferment les yeux sur le fait que les familles retirent leurs filles de l'école ; elles veulent les maintenir dans un statut inférieur, cela facilite leur opération de domination sur la société à l'intérieur des frontières de 48.

Les Palestiniens des territoires occupés ne sont pas considérés comme des citoyens, tandis que les Palestiniens des territoires de 48 sont, eux, des citoyens israéliens et la loi s'applique à eux — on doit leur appliquer les mêmes lois qu'à la société juive.

◆ *Et les femmes travailleuses ?*

En l'absence de toute donnée précise concernant l'emploi des femmes, je me bornerai à citer les secteurs féminisés de la société palestinienne, l'enseignement et la santé, qui sont traditionnellement considérés comme féminins.

La femme travailleuse subit, selon nous, une triple oppression, une oppression nationale, une oppression de classe, et une oppression socio-patriarcale. Le travail est une nécessité pour les femmes, mais, qu'elles soient mariées ou célibataires, elles remettent leur salaire à leur famille. Je connais de multiples cas de femmes qui travaillent à l'extérieur, et travaillent à la maison : elles font le ménage, la cuisine, s'occupent de leur mari et de leurs enfants, et elles améliorent le salaire de leur mari à qui elles remettent le leur !

Cette oppression est double. A lui seul, le travail ne libère pas la femme. A notre avis, même si les femmes ont trouvé du travail et conquis l'autonomie économique, ce n'est pas suffisant ; il faut une organisation ou un cadre où elles puissent s'organiser et faire avancer leur niveau de conscience.

◆ *Actuellement quels sont vos projets ?*

Notre action, aujourd'hui, se situe à deux niveaux : gagner des femmes, puis dégager un pôle de femmes dont nous serions le centre. C'est très important. Nous essayons de construire des sections dans d'autres villes et villages palestiniens.

Notre projet est aussi de nous lancer dans des études sur tous les sujets, d'approfondir notre connaissance de la vie des femmes mariées ou divorcées dans la société palestinienne.

◆ *A quelles difficultés vous heurtez-vous ?*

La plus grande difficulté réside dans le fait qu'El Fanar est une "idée nouvelle" au sein de la société palestinienne, que l'on peut qualifier de révolutionnaire ; El Fanar constitue une menace pour les valeurs courantes, dominantes et arriérées, et menace les cadres et organisations politiques existantes. A la suite de notre manifestation du 24 juin, nous avons essuyé de nombreuses menaces : on nous promettait de nous tuer à l'instar des jeunes filles assassinées, pour "sauver l'honneur" !

Certains mouvements, comme les intégristes, répandent des rumeurs pour nous calomnier. Ils attaquent El Fanar, sous prétexte qu'il appelle à la "dépravation morale" et à la liberté sexuelle.

Un journal palestinien des territoires

de 48 a écrit des articles fallacieux et déformants prétendant que nous n'étions pas autonomes, exactement comme les autres organisations féminines. Nous refusons ce genre d'allégation : notre organisation est féministe et autonome par rapport à tout parti et à tout programme ; notre seul souci est, au contraire, d'élever le niveau de conscience des femmes palestiniennes.

Nous souhaiterions avoir plus d'adhérentes, mais nous n'avons pas d'illusions, ce n'est guère facile. Beaucoup de femmes qui ont exprimé le souhait de nous contacter, n'ont pu le faire publiquement et l'ont fait en cachette. Nous connaissons ces difficultés et nous savons bien qu'au-



jourd'hui notre organisation ne peut mobiliser sur une base de masse, mais le fait est que beaucoup de femmes adhèrent clandestinement, malgré tout.

Les organisations politiques ne nous voient pas d'un bon œil ; elles font des pressions en utilisant la carotte et le bâton. Un jour, leurs membres se montrent "aimables" avec nous pour que nous intégrions leurs rangs ; le lendemain, ils utilisent des moyens de pression indirectes. Il n'y a que le mouvement des intégristes qui nous attaque directement.

◆ *Tu as dit que les femmes étaient opprimées à trois niveaux. Quelle part prenez-vous au combat nationaliste ?*

Nous faisons le lien entre la lutte nationale et le combat social. A ce titre, nous subissons des pressions de toutes

parts, d'abord des organisations politiques, dont le cadre respecte les traditions, et d'autre part, des autorités israéliennes, puisque nous prenons part à la lutte nationale.

Par lutte sociale, j'entends lutte féministe. Au niveau de notre action, il y a un équilibre, du point de vue de l'importance accordée à ces deux types de combat. Par exemple, nous luttons contre les crimes d'honneur qui touchent les femmes, et nous luttons, en même temps, contre les expropriations et contre toute forme d'oppression en Palestine. Par exemple, à l'occasion de la journée de solidarité avec les familles du village de Ramieh, le 7 août 1991, à l'Ouest de la Galilée dont les terres ont été saisies, suite à une expropriation, il était de notre devoir de prendre position ; nous avons alors distribué un tract, critique par rapport à la politique menée par les directions.

◆ *Quelle conception avez-vous de la démocratie à l'intérieur d'El Fanar ?*

Du point de vue organisationnel, nous considérons qu'El Fanar est démocratique, mais aussi du point de vue du type de luttes que nous menons. Notre combat est un combat démocratique : c'est un combat pour l'égalité. Le combat féministe est, à notre avis, un combat démocratique et national.

Toutes les décisions sont prises à la majorité. Nous avons des assemblées hebdomadaires auxquelles participent toutes les adhérentes. Chaque semaine, il y a une vingtaine de femmes présentes. Toutes les décisions ont d'abord été débattues en présence de toutes et par toutes. En plus, il y a des commissions plus spécialisées, comme la commission finances, etc.

Mais la démocratie est l'un des fondements de notre organisation. Il n'y a pas de contradiction entre la démocratie et le féminisme. S'il y en avait, notre organisation ne serait pas... féministe ! ★

Propos recueillis par Luiza Maria  
Septembre 1991



# L'ordre règne à Port-au-Prince

CE COUP de force de l'armée ne devrait pas surprendre lorsque l'on connaît la marge de manœuvre limitée dont disposait Aristide jusqu'à présent (1). Celui-ci était, en effet, confronté à un appareil d'Etat et à une administration formés par le duvaliérisme ; il n'avait pas de réelle majorité à l'Assemblée et au Sénat, ni un véritable parti — il avait même refusé que son Premier ministre soit nommé au sein du Front national pour la démocratie (FNCD), qui avait soutenu sa campagne, mais où étaient entrés nombre de politiciens opportunistes qui voulaient une « *part du butin* », selon les paroles de l'un d'entre eux ; ses "hommes de confiance" n'étaient pas majoritaires dans son gouvernement ; la crise économique continue de faire rage et la bourgeoisie haïtienne est profondément parasitaire.

L'absence d'un mouvement de masse fort a pesé aussi négativement et Aristide avait opté pour un programme de réformes progressives sans encourager un processus de mobilisation — ce qui rendait tout véritable changement utopique.

L'acquis principal des huit mois de présidence d'Aristide a été la restauration démocratique et la diminution de la répression et des exactions de l'armée — malgré la poursuite d'abus qui sont apparus comme des bavures ; mais la population continuait à connaître d'énormes difficultés économiques (hausse constante du coût de la vie), et une aggravation était à prévoir à la suite de la lettre d'intentions que le gouvernement s'appropriait à signer avec le Fonds monétaire international (FMI). Même si des organisations réellement implantées existent, notamment à la campagne, le mouvement populaire était resté trop faible pour peser sur la scène politique. Le mouvement syndical, lui, est en pleine décomposition, ce qui est lié à la pénurie extrême du pays — beaucoup de gens rejoignent les syndicats pour pouvoir avoir un travail et survivre.

Une semaine avant le putsch, les députés avaient essayé de censurer le gouvernement dirigé par l'un des proches d'Aristide, René Préval. A cette occasion, une importante mobilisation populaire

Le 30 septembre 1991, après de sanglants affrontements, le chef d'état-major de l'armée haïtienne, Raoul Cédras, qui avait été nommé par le président Jean-Bertrand Aristide, a pris le pouvoir en Haïti. Le père Aristide a été arrêté par les putschistes, avant de pouvoir quitter le pays. Malgré les discours menaçants de l'impérialisme et des gouvernements occidentaux, il n'est toujours pas revenu et les militaires tiennent les rênes du pays.

---

## Cecilia GARMENDIA

---

avait encerclé l'Assemblée, certains parlementaires auraient même reçu des menaces physiques — s'il semble difficile que le président ait été à l'initiative de la manifestation, cet événement éclaire les conflits qui se poursuivaient dans la lutte pour le pouvoir.

## Des larmes de crocodile

Le fait que les Etats-Unis aient condamné le coup d'Etat ne prouve pas qu'ils aient les mains blanches dans cette affaire.

Mais de nombreuses interrogations demeurent sur le putsch conduit par Raoul Cédras. Pourquoi l'armée, qui était restée dans ses casernes lors de la tentative de coup d'Etat des "macoutes", précédant la prise de fonctions d'Aristide, en janvier 1990, entre-t-elle aujourd'hui en action (2) ? Pouvait-elle agir sans, au moins, le consentement de l'impérialisme ? Surtout quand on sait que la récente "dévaluérisation" de l'armée, certes affaiblie par les différents coups d'Etat de ces dernières années, s'est limitée à la mise à la retraite de six des huit plus haut gradés, tout en acceptant que les militaires les plus liés aux Etats-Unis soient placés à des postes clés, et à une réorganisation de la police rurale.

Ce coup d'Etat était sans aucun doute connu de la CIA. La centrale nord-américaine avait tout intérêt à renverser le rapport de forces né de la mobilisation populaire, qui avait défait le putsch de Lafontant, en janvier 1991, et à imposer un virage à la politique d'Aristide.

Si l'impérialisme n'avait aucun intérêt à liquider Aristide — dans le cadre du "nouvel ordre international", cela aurait fait "désordre" — il voulait cependant faire infléchir sa politique. Dans ce but,

Cédras a été obligé de passer des alliances avec d'autres secteurs de l'armée et des macoutes, qui, eux, ont décidé d'aller plus loin et de limoger Aristide.

Les déclarations de Bush restent officiellement fermes : suspension de l'aide économique et non-reconnaissance de la Junte et du président provisoire — par ailleurs, l'impérialisme français essaye de tirer profit de cette affaire pour accroître son influence en Haïti dans le cas d'un retour d'Aristide au pouvoir. Mais les Etats-Unis fomentent aussi une campagne de calomnies contre Aristide — l'accusant de violer les droits de l'homme et d'encourager l'usage du fameux "supplice du collier", selon des témoignages prétendument rapportés par l'Organisation des Etats américains (OEA) — pour préparer les lendemains.

Aristide se trouve actuellement aux Etats-Unis ; après avoir lancé un appel à l'OEA — qui a envoyé une mission infructueuse en Haïti pour demander aux militaires de quitter le pouvoir — pour qu'elle ne reconnaisse pas la Junte, il s'est adressé au Conseil de sécurité des Nations-Unies. Contrairement à son attitude lors de la guerre du Golfe, cette instance est restée discrète sur les événements haïtiens et a rangé sa nouvelle théorie du "droit d'ingérence" aux oubliettes.

Les déclarations des militaires, expliquant qu'Aristide avait l'intention d'instaurer une « *nouvelle dictature* » et promettant un rapide retour à la normalité constitutionnelle, sont de rigueur à l'occasion de tous les coups d'Etat militaires — l'armée a aussi accusé Aristide de vouloir constituer des milices populaires ; en réalité, celui-ci n'essayait que de s'entourer d'un service de sécurité personnel.

Les militaires essayent — on l'a vu avec la nomination du doyen de la Cour suprême, Joseph Nérette, comme président provisoire, et l'annonce de la tenue proche d'élections (3) — de se préserver une façade démocratique —, mais on ignore s'ils permettront le retour d'Aristide en Haïti pour cette échéance et quelles seront les règles du jeu. ★

9 octobre 1991

1) Voir *InpreCOR* n° 334 du 5 juillet 1991.

2) Voir *InpreCOR* n° 321 du 21 décembre 1991.

3) Le candidat malheureux soutenu par l'Internationale socialiste, Marc Bazin, était seul avec le "centriste" Louis Dejoie à participer à la cérémonie fantôme de prise de fonctions de Nérette (*Le Monde*, 9 octobre 1991).